

***l'Anti*capitaliste**

n°319 | 14 janvier 2016 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Déchéance de nationalité **État d'exception permanent**



YA BASTA!

Dossier

L'AFRIQUE DU SUD

Pages 6 et 7

ÉDITO

Primaires à gauche:
portes entrouvertes
Page 2

PREMIER PLAN

Iran et Arabie Saoudite
en conflit
Page 2



ACTU SOCIALE

Chômage: «l'urgence sociale»
sauce gouvernement-Medef
Page 8

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Fathi Chamkhi
sur la Tunisie
Page 12



édito

Par ANTOINE LARRACHE

Primaires à gauche: portes entrouvertes

Le lundi 11 janvier, *Libération* titrait « Pour une primaire à gauche ». Après ce titre accrocheur, en page 2, l'édito de Laurent Joffrin réclamait le rassemblement de Valls à Mélenchon pour « assurer la présence de la droite et de la gauche républicaines au second tour ». La recherche de la stabilité institutionnelle éclipsa le combat contre la droite et l'extrême droite. En page 5, un long article rappelle avec raison comment le système des primaires, importé du bipartisme étasunien, dépolitise, uniformise, discipline les partis et les électeurs. L'appel lui-même, signé entre autres par Cohn-Bendit, Desplechin, Piketty, Goupil... se démarqua de Hollande et Valls, de leur « état d'urgence permanent », de la déchéance de la nationalité et de la modification de la Constitution. Tout cela est bien contradictoire...

De son côté, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent propose « un candidat dans lequel se reconnaissent les socialistes, les écologistes, les gens du Front de gauche, les communistes », mais qui ne soit pas François Hollande. Après avoir voté la prolongation de l'état d'urgence, les bombardements en Syrie, après que le Front de gauche ait fusionné ses listes avec celles du PS aux élections régionales, Pierre Laurent découvre que Hollande ne mène pas une politique de gauche... Peut-être préférerait-il Mitterrand ou Guy Mollet ?

Comme avec cet appel pour des primaires, la direction du PCF ne peut pourtant pas ignorer qu'on ne peut pas à la fois chercher un accord avec le PS et combattre sa politique. Le piège qu'ils pensent tendre au PS pourrait d'ailleurs bien se retourner contre eux : Cambadélis, premier secrétaire du PS, commentant la publication de l'appel, déclare : « les choses sont ouvertes mais si le président est candidat, le plus probable est que nous soyons rassemblés derrière lui. » Et si tout ce beau monde se retrouvait dans une primaire gagnée par Hollande ? Comme le dit Éric Coquerel, « On dénoncerait sa politique et ensuite on devrait le soutenir s'il gagne ? »

Chacun entrouvre des portes pour voir si, derrière, il n'y a pas la possibilité d'obtenir, sur sa propre orientation politique, un soutien de toute la gauche, de Valls au FdG en passant par EELV. À ceux qui ouvrent la porte de la contestation de la politique du gouvernement, disons-le tout net : pour nous, il faut combattre le gouvernement dans les urnes... et surtout dès maintenant dans la rue ! Et c'est incompatible avec une union avec le PS, même sans Hollande !

BIEN DIT

Le terme République est aujourd'hui devenu un slogan creux qui n'engage à strictement rien. (...) Cela témoigne d'une involution politique spectaculaire où désormais les mots et un certain nombre de symboles ne sont plus que des hochets que l'on agite pour tenter de faire croire que la politique que l'on met en œuvre est conforme aux principes que l'on viole au moment même où on prétend les défendre...

L'historien OLIVIER LE COUR GRANDMAISON, dans une interview au journal *La Marseillaise* jeudi 7 janvier

À la Une

Déchéance de nationalité, État d'exception permanent... Ya basta!

L'état d'urgence lui a permis d'interdire les manifestations et rassemblements, d'imposer une présence policière et militaire accrue, de procéder à 3 000 perquisitions administratives, 400 assignations à résidence... Le gouvernement compte bien continuer!

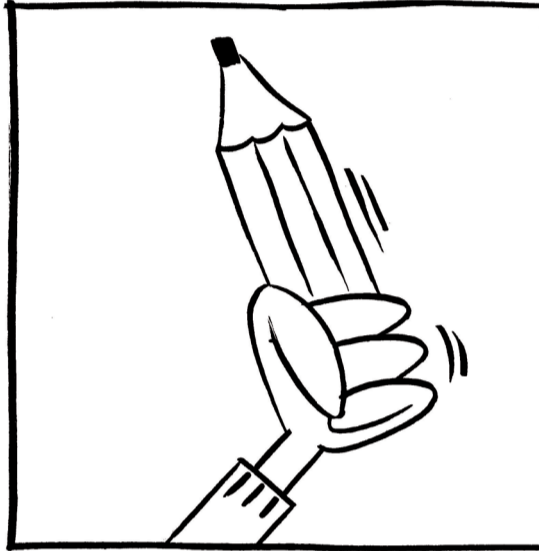
Les projets de modification constitutionnelle et de loi de réforme pénale visent à instaurer durablement cet état de police et d'exception. Ce n'est pas la simple continuité des lois sécuritaires prétendument antiterroristes adoptées ces 15 dernières années, mais un véritable tournant autoritaire et liberticide.

À l'austérité à perpétuité s'ajoute l'état d'exception permanent

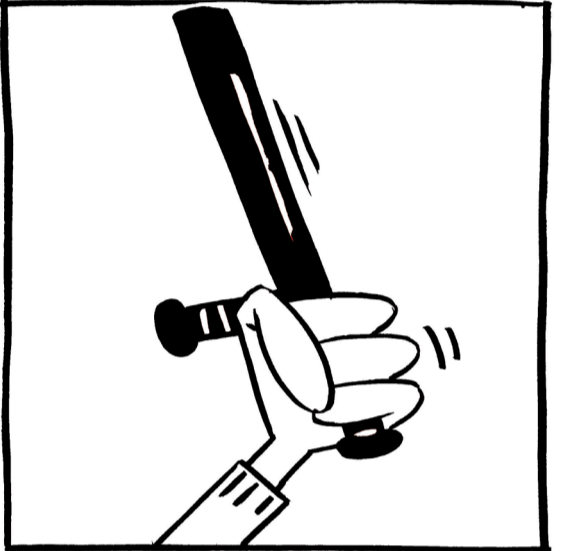
Le premier article de la réforme constitutionnelle vise à instaurer un état d'urgence sans recours ni contrôle de l'autorité judiciaire dans des cas « de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public, soit en cas d'événements présentant, par leur nature et leur gravité, le caractère de calamité publique ». Une définition bien au-delà du seul terrorisme...

Selon le gouvernement, le projet de loi de réforme pénale doit « renforcer de façon pérenne les outils et moyens mis à disposition des autorités administratives et judiciaires, en dehors du cadre juridique temporaire mis en œuvre dans le cadre de l'état d'urgence », donner « des outils performants susceptibles de réduire la nécessité de l'état d'urgence », donc augmenter considérablement les pouvoirs donnés à la police et à l'administration sans le contrôle d'un juge : perquisitions de nuit (y compris des logements), fouille des bagages et voitures, contrôle d'identité sur la décision des seuls préfets, extension des possibilités pour les policiers et gendarmes de faire usage de leur arme... Globalement s'instaure une justice prédictive, fondée sur la suspicion et le pronostic, et non sur des preuves et des faits. Ce n'est plus le délit qui est sanctionné, mais le comportement, tout cela dans l'arbitraire le plus total.

UN AN DÉJÀ JANVIER 2015



JANVIER 2016



CHARMAG

La déchéance de la gauche

Le second article de la réforme constitutionnelle concerne la déchéance de la nationalité. Jusqu'alors marqueur de la droite et de l'extrême droite, désormais reprise par Hollande et Valls, cette mesure « hautement symbolique » n'a même pas l'alibi de l'efficacité. Concrètement, la déchéance de nationalité sera applicable à toutes les personnes françaises nées d'un ou deux parents étrangers et ayant conservé leur nationalité étrangère. Jusqu'alors, elle pouvait être prononcée à l'encontre de personnes naturalisées, mais pas pour les Français de naissance.

Au-delà de la manœuvre politique visant à piéger la droite pour obtenir les 3/5 des voix du Congrès nécessaire à la modification de la Constitution, au-delà même de l'instauration de deux catégories de citoyens — ceux qui le seraient vraiment et ceux qui ne le seraient pas complètement au motif que leurs parents ou grands-parents

n'étaient pas français — il s'agit bel et bien de lier terrorisme et immigration. Alors qu'une des conséquences des attentats a été une montée du racisme, en particulier dirigé contre les migrantEs et les musulmanEs, réels ou supposés, le gouvernement construit un « autre », forcément dangereux, contre lequel « l'unité nationale » serait sensée se défendre.

Contre l'État policier, l'insurrection démocratique!

La révision constitutionnelle passera à l'Assemblée nationale à partir 5 février, 4 semaines plus tard au Sénat, puis devant le Congrès fin mars début avril. De plus, le 26 février se posera la question de la prolongation de l'état d'urgence. Quant à la loi de réforme pénale, le gouvernement a annoncé qu'il l'imposera par ordonnance... Cela nous laisse quelques semaines pour construire la mobilisation la plus

large, la plus unitaire, la plus massive possible contre la déchéance de nationalité, l'état d'urgence et les mesures d'exception, pour empêcher ce changement de régime.

La convergence des multiples appels et collectifs (« Pour nous c'est définitivement non », « Stop état d'urgence », « l'appel des 333 »...) doit permettre de construire une première journée nationale de manifestation fin janvier début février. Tous les moyens doivent être mis pour sa réussite, toutes les forces mobilisées, en constituant partout des cadres unitaires de préparation. Réussir cette première journée en début de débat parlementaire contribuerait à modifier le rapport de forces et à faire bouger l'opinion. Et pour gagner, il est indispensable que la campagne se poursuive, s'ancre dans les quartiers, dans les entreprises, dans la jeunesse... s'enfle en une véritable insurrection démocratique. Rien de moins!

Christine Poupin

IRAN ET ARABIE SAOUDITE

Un conflit entre forces de la contre-révolution

Les tensions politiques entre la République islamique d'Iran (RII) et l'Arabie Saoudite n'ont cessé d'augmenter à la suite de l'exécution le 2 janvier par le régime saoudien de l'opposant Cheikh Nimr.

Celle-ci a entraîné des manifestations en Iran, où l'ambassade saoudienne à Téhéran et son consulat à Machhad ont été pris d'assaut et brûlés, ainsi que dans plusieurs autres pays de la région. L'Arabie Saoudite a coupé ses relations diplomatiques avec l'Iran, et cette décision a été suivie par le

Bahreïn, le Soudan et Djibouti. Le 7 janvier, les dirigeants de la RII ont accusé l'aviation saoudienne d'avoir bombardé son ambassade au Yémen, et ont interdit l'entrée de tous les produits saoudiens en réaction.

De la division aux discriminations

Les tensions confessionnelles entre sunnites et chiïtes, de la Syrie au Yémen en passant par l'Irak et le Liban, vont encore être aggravées par ces événements. Il faut savoir que ces deux États n'ont cessé d'utiliser l'arme du confessionnalisme pour faire avancer leurs intérêts politiques. Depuis la chute du shah et l'instauration de la RII en 1979 sous l'égide de Khomeïni, les relations entre Téhéran et Riyad ont été sources de tensions dans la région et de montée du confessionnalisme. La RII et sa volonté d'exporter

la « révolution islamique » en finançant certains groupes confessionnels chiïtes, ont provoqué une réaction de l'Arabie Saoudite et des monarchies du Golfe. La RII, ses alliés et les populations chiïtes de la région en général, vont dès lors devenir progressivement l'ennemi principal et la cible de l'Arabie Saoudite et des monarchies du Golfe, à la place des forces nationalistes et progressistes affaiblies au début des années 1980, en promouvant les mouvements islamiques fondamentalistes.

Dans le royaume saoudien, les discriminations sociales et politiques contre les minorités chiïtes, qui faisaient déjà l'objet d'un discours salafistes et wahabiste haineux, ont été renforcées et elles ont été la cible d'une propagande politique les stigmatisant comme éléments d'une « 5^e colonne iranienne ». De plus, cette situation est aggravée par l'utilisation politique des divisions

sunnites-chiïtes afin de promouvoir les politiques du royaume saoudien au Bahreïn, en Syrie et au Yémen. Le 3 octobre 2015, des religieux saoudiens ont par exemple publié un communiqué en réponse à l'intervention militaire russe en Syrie appelant les « vrais croyants » à lutter contre le gouvernement « safavide » de la Syrie et de ses alliés, décrivant le conflit en Syrie comme une nouvelle croisade, avec les « hérétiques chiïtes » joignant leurs forces aux croisés russes. Il faut savoir que la RII discrimine aussi, politiquement et socialement, ses populations arabes de confession sunnite, et que Téhéran a interdit toute construction de mosquée sunnite dans la capitale. Pour rappel, en 2011, les politiciens sunnites et les résidents de la capitale, Téhéran, ont été contraints par les services de sécurités de la RII à se joindre aux jours officiels de prière

Un monde à changer

AGRICULTURE : LES PÉRILS S'ACCUMULENT. L'humanité produit actuellement plus de nourriture qu'il n'en faut pour nourrir tous les habitants de la planète. Pourtant, près de 800 millions de personnes souffrent encore de faim chronique. D'après le diagnostic de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), la faim n'est plus un problème d'insuffisance de l'offre alimentaire mondiale, mais principalement un déficit d'accès à la nourriture (pour les plus pauvres) et aux moyens de production. Par ailleurs, chaque année, environ un tiers de la nourriture produite est perdue ou gaspillée. Mais, pour le long terme, un autre problème devient criant : la dégradation des terres. D'après la FAO, un tiers des terres arables sont modérément ou fortement dégradées à cause de l'érosion, de la salinisation, du compactage, de l'acidification et de la pollution chimique des sols. Au cours des cent dernières années, un milliard d'hectares de terres fertiles, l'équivalent de la surface des

États-Unis s'est littéralement volatilisé. Les sols sont une ressource vitale pour l'agriculture, ils filtrent et nettoient des dizaines de milliers de kilomètres cubes d'eau chaque jour. Les sols contribuent également à réguler les émissions de CO₂ et autres gaz à effet de serre, jouant une fonction fondamentale pour le climat. Une poursuite de la tendance actuelle aurait donc des effets dramatiques : *«D'autres pertes de sols productifs compromettraient gravement la production vivrière et la sécurité alimentaire, amplifieraient la volatilité des prix alimentaires, et pourraient plonger des millions de personnes dans la faim et la pauvreté.»*

Mais, toujours selon la FAO, le pire n'est pas fatal : la tendance peut être inversée pour autant que les pays prennent l'initiative de promouvoir des pratiques de gestion durable et l'utilisation de techniques agricoles appropriées. Autant de remèdes incompatibles avec la logique à courte vue du capital.

Le chiffre

48%

Il s'agit du pourcentage de Français descendant d'immigrés du Maghreb qui ne s'estiment pas considérés comme Français. La proportion atteint 56% pour les Français descendant d'immigrés du sud du Sahara, 38% pour les descendants d'immigrés asiatiques. Quant aux descendants de personnes venues des départements d'outre-mer (donc françaises), ils sont 23% à ne pas se sentir véritablement considérés comme Français ! Des chiffres issus d'un recueil d'enquêtes de l'INED (institut national d'études démographiques).

DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ

L'arbre qui cache la forêt des mesures liberticides

Les dernières déclarations de Taubira, la ministre de la Justice, réaffirmant jeudi 7 janvier son opposition à cet aspect de la révision constitutionnelle proposée par Hollande, ont encore fait monter la pression artérielle de Valls devant la perspective que son propre parti soit définitivement rétif à voter cette mesure...

Le gouvernement est à la peine alors que la droite et le FN n'en ont évidemment pas assez et réclament encore plus... Sarkozy voudrait que la peine s'applique aussi pour les coupables de «*délits de terrorisme*» et non pas seulement de crimes. Le FN réclame que tous les binationaux condamnés par la justice soient déchus de leur nationalité française.

La puissante fédération socialiste de Haute-Garonne a exprimé son opposition au projet, et d'autres fédérations pourraient suivre. Vendredi 8 janvier, les députés socialistes de la commission des Lois ont carrément voté contre l'article 2 de la réforme concernant la déchéance de nationalité, par 16 voix contre 2... alors même que la plupart d'entre eux sont des proches de Valls!

Concours de bêtises réactionnaires...

Une partie des pontes du PS réfléchissent donc à une porte de sortie pour Hollande, mettant en avant une «*alternative*» à la déchéance de



Même SOS Racisme a protesté devant le siège du PS lundi 4 janvier... DR

nationalité : «*l'indignité nationale*» ou «*la déchéance de citoyenneté*», une sorte de mort civile qui priverait à jamais les condamnés binationaux de leurs droits civiques mais aussi de passeport, leur interdisant ainsi de circuler à l'échelle internationale. D'autres socialistes ont proposé que tous les Français, condamnés pour des attentats soient déchus et pas seulement les binationaux... au nom de

l'égalité entre tous les citoyens ! Bref, un concours de bêtises pour sauver le soldat Hollande embourbé dans un marais nauséabond, patriotard et réactionnaire dans sa volonté de jouer au sauveur de la nation. Mais du coup, le bruit autour de cette mesure ne rend que plus assourdissant le silence des socialistes autour du reste de l'arsenal prévu par le gouvernement pour instaurer l'état

d'urgence permanent puisqu'il va à institutionnaliser un grand nombre de ses dispositions, même une fois levé ! Ainsi il introduit une «*irresponsabilité pénale*» des policiers et des gendarmes lorsqu'ils feront usage de leurs armes face à un danger qu'ils estimeront relever du terrorisme (on en a vu un premier exemple avec l'homme abattu devant le commissariat du 18^e arrondissement de Paris). Il permettra une fouille de personnes, des bagages et des véhicules sur simple autorisation préfectorale, sans mandat de perquisition délivré par la Justice, «*aux abords d'installations, d'établissements ou d'ouvrages sensibles*». Et le ministre de l'Intérieur pourra assigner à résidence toute personne qui aura «*tenté de se rendre sur un théâtre d'opérations de groupements terroristes*»... ou qui sera simplement soupçonné de vouloir le faire !

Tout cela montre que c'est bien l'ensemble des mesures liberticides et discriminatoires mises en œuvre depuis le 13 novembre qu'il faut combattre : la lutte contre la déchéance de nationalité, mesure infamante, puisée dans les poubelles de l'extrême droite, est indissociable de la lutte l'état d'urgence, contre l'union nationale et contre la guerre.

Marie-Hélène Duverger

Agenda

Vendredi 15 janvier, réunion publique unitaire contre la guerre, Paris. «A qui sert leur guerre?», à 19h, à la Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau, 10^e (Métro République).

Samedi 23 janvier, meeting pour la levée de l'état d'urgence, Paris. A «l'appel des 333», à 14h30, à l'espace Charenton, 327 rue de Charenton, 12^e (Métro Porte-de-Charenton).

Samedi 23 janvier, fête du NPA 27, Louviers. A 16h, table ronde avec Thierry Philippot, Mehdi Locatelli et Gérard Filoche ; à 19h30, meeting avec Olivier Besancenot. Au moulin de Louviers. Entrée libre.

Samedi 23 janvier, manifestation pour les migrantEs, Calais. Voir article en page 10.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Quand on sait qu'il y a 30-40 ans, les jeunes (et moins jeunes) vénéraient David Bowie, et qu'aujourd'hui ils vénèrent Abou Bakr al-Baghdadi...

MOHAMED SIFAOU, écrivain, journaliste et réalisateur (!), sur Twitter le lundi 11 janvier

afin de démontrer leur loyauté au guide suprême iranien, l'ayatollah Khamenei...

LA FRANCE MENACE L'ARABIE SAOUDITE

L'arme du confessionnalisme

Ces deux pays ont soutenu des groupes extrémistes chiites et sunnites en Irak menant à une guerre civile entre 2006 et 2008, qui a également alimenté les tensions confessionnelles dans toute la région. L'invasion de l'Irak par les États-Unis et la Grande-Bretagne en 2003, a vu, après la chute du dictateur Saddam Hussein, le pays tomber dans l'orbite pro-iranienne par l'arrivée au pouvoir de groupes fondamentalistes islamiques chiites proches de la RII. Ces derniers ont été coupables au pouvoir discriminations politiques et socio-économiques contre les populations sunnites d'Irak, sans oublier les nombreuses exactions et crimes confessionnels commis par ces groupes. Face aux soulèvements populaires qui ont secoué la région depuis



l'hiver 2010-2011, ces mêmes acteurs ont encore fait usage du confessionnalisme pour justifier des interventions dans la région, soutenir des dictatures, ou bien discréditer des mouvements populaires en les présentant comme des complots soutenus par une puissance étrangère. En Syrie, chaque camp a également soutenu des forces confessionnelles et réactionnaires, toute en en promouvant un discours confessionnel.

L'arme du confessionnalisme est d'autant plus

utilisée par ces deux pays pour détourner les populations locales des problèmes économiques et sociaux locaux toujours plus importants. Confrontée à la chute des cours du pétrole, l'Arabie Saoudite a adopté au début de l'année son budget 2016 avec un déficit prévu de près de 80 milliards d'euros et des mesures d'austérité incluant des augmentations de plus de 50% du prix de l'essence. Ces mesures vont certainement appauvrir encore davantage les 25% de la population de nationalité saoudienne vivant déjà sous le seuil de pauvreté. En Iran, l'inflation se situe aux alentours de 20% (selon les chiffres officiels) et la carence de produits de première nécessité tels que les médicaments continuent, tandis que le taux de chômage est de l'ordre de 25%, et 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. En conclusion, ces deux États et leurs alliés respectifs constituent des forces réactionnaires et destructrices dans la région auxquelles il faut s'opposer sans relâche.

Joseph Daher

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Kristo et Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr



PRISONNIÈR-E-S POLITIQUES BASQUES Plus de 8000 manifestantEs à Bayonne et à Bilbao

La manifestation annuelle en défense des prisonnierEs politiques basques (preso) qui a lieu en début d'année à Bilbao a cette fois été dédoublée avec celle de Bayonne, coorganisée par les collectifs Bagoaz (Pays basque nord) et Sare (Pays basque sud). Ce samedi 9 janvier a été un succès, avec 10 000 manifestantEs à Bayonne et 71 000 à Bilbao.



A Bayonne samedi dernier par milliers Cl.

Il y a aujourd'hui plus de 400 preso, dont une centaine en France, bien que l'ETA ait définitivement arrêté la lutte armée depuis maintenant plus de quatre ans. Le processus de paix est en marche au Pays basque, un nouveau contexte historique commence... mais de façon unilatérale. La société basque et ses organisations tentent de le construire, mais les États espagnol et français refusent tout dialogue, et maintiennent la voie répressive, voire l'accentuent. Le Collectif des preso comme celui des exiléEs sont partie prenante du processus. Mais pas un geste n'a été fait de la part des gouvernements. En France, les prisonnierEs très gravement malades — Lorentxa Gimon, atteinte de la maladie de Crohn, et Ibon Fernandez, atteint d'une sclérose en plaque — restent incarcérés, l'une à Rennes, l'autre à Lannemezan, malgré la loi Kouchner de 2002 (à l'origine, elle avait entraîné la libération de... Papon). Les demandes de libération conditionnelle sont systématiquement refusées. L'éloignement du Pays basque et la dispersion dans différentes prisons règnent pour les preso. Le coût économique et humain des visites des familles et des amis est lourd et intolérable (avec 16 morts sur les routes). Plusieurs syndicats ont appelé à manifester le 9 janvier à Bayonne sur la base d'un texte unitaire intersyndical. Et de même pour plus de 220 éluEs de tous bords, dont les maires des plus importantes communes de la Côte basque (Bayonne, Anglet et Biarritz), ont signé un appel à la manifestation.

« Mobilisation jusqu'à la libération de touTEs les prisonnierEs »

Les familles de prisonnierEs ouvraient le cortège, suivies par la banderole de tête « Droits de l'homme, Résolution, Paix – Euskal presoak, euskal herrira (Les prisonnierEs basques au Pays basque) ». Notre porte-parole Philippe Poutou était présent, apportant le soutien du NPA national. La prise de parole à la fin de la manifestation de Bayonne a réitéré les mots d'ordre de la journée: « Fin de l'éloignement et de la dispersion des preso, rapprochement du Pays basque, libération immédiate pour les gravement malades et les « conditionnables ». Le 24 novembre dernier, le juge a répondu de façon positive à la demande de libération de Lorentxa Gimon, considérant à juste titre que sa libération était nécessaire pour qu'elle bénéficie des soins indispensables dans les meilleures conditions. Mais le jour même, montrant un acharnement politique aux très graves conséquences, le Parquet a fait appel, ce qui a entraîné le maintien en prison de Lorentxa dans l'attente du procès qui doit avoir lieu le 14 janvier. Ces dernières semaines, l'aggravation de son état de santé a nécessité par deux fois son hospitalisation d'urgence.

Le gouvernement Hollande a été directement interpellé: « Nous le disons aujourd'hui solennellement: le gouvernement français est responsable de ces situations et devra rendre des comptes. »

Le collectif organisateur Bagoaz (dont le NPA Pays basque fait partie avec 24 autres organisations politiques, syndicales, associatives) centre aujourd'hui les mobilisations sur ces revendications immédiates. Il faudra ensuite continuer jusqu'à l'amnistie dans le cadre de la résolution générale du conflit.

La prise de parole s'est conclue par « Nous poursuivrons et intensifierons la mobilisation jusqu'à la libération de toutes et tous les prisonnierEs, jusqu'au retour de toutes et tous les exiléEs ».

Claude Larrieu

C'est maintenant que ça se joue!

Le mois de février va condenser les offensives du pouvoir pour normaliser l'état d'urgence, renforcer les pouvoirs de l'exécutif et de la police: prolongation de l'état d'urgence, débat à l'Assemblée pour la constitutionnalisation d'un état permanent d'exception et nouveau projet de loi qui vise à « renforcer de façon pérenne les outils et moyens mis à disposition des autorités administratives et judiciaires, en dehors du cadre juridique temporaire mis en œuvre dans le cadre de l'état d'urgence ». C'est donc maintenant que ça se joue.

Dès décembre une riposte a démarré, en ordre dispersé, donnant naissance à de multiples appels. Deux meetings ont eu lieu faisant salle comble à Paris et à Saint-Denis. Leur convergence a donné naissance à un collectif unitaire très large: Stop état d'urgence. De son côté, la LDH a rassemblé de nombreuses associations et syndicats, pour beaucoup aussi membres de ce premier collectif, lançant des recours et une pétition, interpellant les députés.

Un « appel des 333 » organise aussi à Paris un meeting le samedi 23 janvier à Paris¹, en présence notamment de députés qui ont voté contre la prolongation de l'état d'urgence. Toujours dans la capitale, un banquet contre l'état d'urgence se tient dans la rue ce samedi 16 janvier, banquet appelé par les milieux zadistes qui pourrait être rejoint beaucoup plus largement. Enfin, le collectif Stop état d'urgence a intégré la mobilisation du 23 janvier à Calais en solidarité avec les migrants dans l'agenda des mobilisations contre l'état d'urgence.

Comment avancer ?

Il faut « que 100 fleurs s'épanouissent » et que se multiplient les initiatives: tribunes, meetings, interpellation des députés, vidéos, etc. Tout comme doivent se multiplier les arguments qui s'opposent au développement de l'État policier. Il n'en reste pas moins que les délais sont courts et que, pour renverser l'opinion et imposer une défaite à la coalition des forces de droite et d'extrême droite aux côtés du gouvernement, nous devons faire converger nos forces.

Nous ne pouvons donc que regretter que des cadres différents subsistent: le collectif de la LDH exclue les organisations politiques (même si les porte-parole du NPA ont pu signé l'appel), tandis que celui de « l'appel des 333 », hostile à toute mention de lutte contre l'islamophobie, exclut de son côté de nombreuses associations issues de l'immigration et des quartiers.

Le NPA est pleinement partie prenante du collectif « Stop état d'urgence », qui est aussi le collectif le plus orienté vers la mobilisation populaire. Il n'en reste pas moins qu'il faut faire converger ces différents

cadres vers des initiatives communes de mobilisations, notamment tour des 30 janvier et 6 février prochains. C'est sur cette base que doivent se multiplier les mobilisations locales.

Ouvrir à d'autres questions

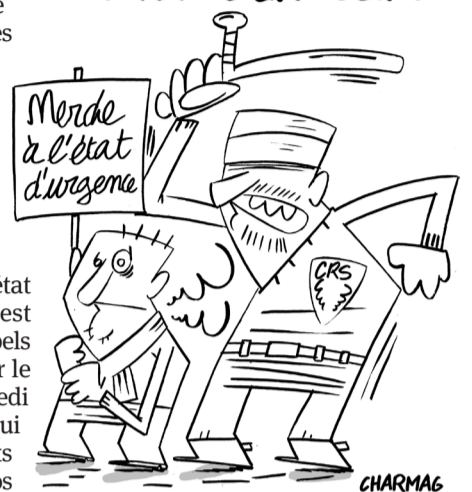
D'autres thèmes font partie pour nous du même combat et doivent s'y articuler, même si vouloir les intégrer aux différentes plate-formes contre l'état d'urgence casserait l'unité. C'est ainsi que le NPA soutient les appels contre la guerre, en particulier le meeting qui se tiendra ce vendredi 15 janvier à Paris². Les bombes qui explosent ici sont aussi les éclats de celles qui sont envoyées par nos gouvernements sur les populations civiles en Syrie et en Irak. C'est aussi pourquoi le NPA se bat pour la liberté de circulation et d'installation aux côtés des migrantEs, l'état d'urgence étant l'extension, à l'intérieur du pays, du système des frontières.

Ne pas cacher la forêt...

L'état d'urgence est le nom actuel d'une politique raciste et sécuritaire mettant en place un État policier et limitant tous les acquis démocratiques. La revendication de levée immédiate de l'état d'urgence, contre sa prolongation et sa constitutionnalisation est donc cruciale. Mais le mouvement à construire ne peut s'y limiter car le développement de l'État policier passe aussi par des mesures législatives. L'arbre de l'état d'urgence ne doit pas cacher la forêt de l'État policier.

La déchéance de la nationalité illustre combien la logique de renforcement de l'État inscrite dans

ESPRIT DU 11 JANVIER, SI TU ES LA FRAPPE UN COUP!



l'état d'urgence et ses avatars, et va de pair avec les politiques nationalistes et racistes.

Enfin, le combat contre les mesures que veut prendre le gouvernement passe aussi par la défense pratique des victimes concrètes de l'état d'urgence: musulmanEs, militantEs perquisitionnés et assignés, migrantEs envoyés en centres de rétention. Nous avons un mouvement à construire et nous pouvons gagner. Mais pour, cela il faut que tout le monde aille sur le pont... et dans la rue, cet espace public que l'État cherche à nous interdire.

Denis Godard

1- Meeting pour la levée de l'état d'urgence, samedi 23 janvier à 14h30 à l'espace Charenton, 327 rue de Charenton, Paris 12^e.
2- « A qui sert leur guerre? », vendredi 15 janvier à 19h à la Bourse du travail de Paris, 3 rue du Château-d'Eau, Paris 10^e. Métro République.

DROITE

La voie étroite

Le 25 novembre dernier, le Canard enchaîné révélait à ses lecteurs que Sarkozy aurait déclaré à des proches que sa famille politique était prise « en sandwich entre un FN dopé par les attentats et une gauche remobilisée par l'union nationale et l'attitude guerrière de son chef ». On ne peut mieux résumer la situation et les problèmes de la droite aujourd'hui.



Sarko-Juppé: qui veut jouer au jeu des 7 erreurs? DR

Le tournant policier, sécuritaire et ultra-nationaliste du gouvernement Hollande au lendemain du 13 novembre a complètement pris de court les dirigeants des Républicains — en particulier Sarkozy, Fillon, Juppé — qui sont engagés dans une lutte féroce pour la primaire qui devrait avoir lieu en novembre prochain.

Avant les attentats de novembre, Sarkozy faisait entendre sa différence par rapport au gouvernement et au PS à propos de la crise des migrantEs. Il s'était signalé par une provocation grossièrement stupide et insultante en comparant l'afflux des réfugiés à « une fuite de eau ». Dans le sillage du FN, il faisait campagne contre le traité de Schengen, la mise en place

de quotas de réfugiés à accueillir qui constitueraient selon lui un « appel d'air », contre également l'aide médicale d'État (AME) pour les étrangerEs en situation irrégulière, pour une « adaptation du droit du sol »... Pour un peu, face à lui, Juppé, qui jugeait nécessaire les quotas de migrantEs à accueillir, aurait fait figure d'homme de gauche. D'autant plus que malgré les accords européens signés et les grandes déclarations humanistes, l'action du gouvernement était inexistante, sauf pour ordonner les interventions policières contre les migrantEs de Calais ou de Paris...

Copie conforme...

Mais sur quoi se différencier aujourd'hui? Renforcement des effectifs de la police et accroissement de ses pouvoirs, assignations à résidence, perquisitions sans contrôle, déchéance de la nationalité, c'est le gouvernement lui-même qui a repris l'arsenal de la droite et même du FN. Au point qu'un bureau politique des Républicains, réuni par la volonté de Sarkozy le jour où Juppé publiait son livre, *Pour un État fort*, a décidé d'approuver ces mesures et sans doute la révision constitutionnelle, en assortissant cette décision d'une volonté affichée seulement d'en contrôler

l'application. Inspecteur des travaux finis, en somme.

Et si Juppé a beaucoup fait parler de lui en accusant le gouvernement de vouloir faire « un coup politique » avec la déchéance de nationalité, son livre plaide pour un renforcement policier et sécuritaire de l'État, une augmentation des places en prison, la refonte de Schengen, dans le même temps que sur le plan économique, il plaide pour la « liberté » la plus complète... pour les patrons en réclamant que soient facilités les licenciements, que l'âge légal de départ à la retraite soit reculé à 65 ans, qu'il n'y ait plus aucune « charge » sur le Smic, la suppression de l'ISF, etc.

Mais qu'importe qu'il reprenne en grande partie le programme de Sarkozy, les sondages le donnent en tête et largement, probablement parce qu'il apparaît comme un outsider par rapport à l'ex-président ou à Hollande dont une grande majorité d'électeurs ne veulent plus.

Plus que l'opinion ou la société, ce sont les sommets des partis institutionnels qui se déportent de plus en plus à droite et façonnent une partie de l'opinion, tandis que nombreux sont celles et ceux qui restent dominés par l'inquiétude et un sentiment d'impuissance.

Galia Trépre

CHINE

Le détonateur ?

En ce début d'année, l'heure est à l'inquiétude chez les économistes qui braquent leurs lunettes sur la Chine.

Après le krach des Bourses de Shanghai et Shenzhen au mois d'août, les autorités chinoises avaient pris une série de mesures pour enrayer la dégringolade des cours : interdiction pour les gros actionnaires de vendre leurs titres, ordre aux banques d'État d'acheter massivement pour soutenir les cours (pour l'équivalent de 200 milliards d'euros environ). Puis en décembre avait été annoncée l'entrée en vigueur début janvier d'un système de « coupe-circuit » suspendant l'activité de la Bourse en cas de baisse trop brutale des cours, etc. Résultat : le lundi 4 janvier, les cotations ont d'abord été suspendues un quart d'heure puis le recul a repris avec une telle vigueur que les Bourses ont été fermées pour la journée. Du coup, le système de « coupe-circuit » a été supprimé... Et le recul des cours continue.

À la recherche de la croissance perdue ?

Il ne faut pas exagérer l'importance économique de ces soubresauts des marchés financiers. Seule une petite partie du capital des entreprises chinoises est cotée et la chute de la Bourse aura des effets minimes sur la consommation globale, cela même s'il y aurait près de 100 millions d'actionnaires individuels. Le souci primordial des dirigeants chinois est en fait le ralentissement continu de la croissance vraisemblablement tombée en dessous de 7% durant l'année 2015 malgré les diverses mesures de soutien prises depuis 2008

(grands travaux, baisse des taux d'intérêt, etc.). Une partie de ce ralentissement est « normale » : une économie ne peut croître éternellement à un rythme de 10% par an. Mais la baisse de la croissance affecte avant tout l'industrie et est amplifiée par les conséquences de la hausse des salaires sur la compétitivité à l'exportation de certains produits chinois, et par de fortes tendances à la surproduction : les grandes entreprises ont investi à tour de bras... grâce à un accès privilégié

recettes capitalistes) paraît désormais décidé à engager une baisse des impôts sur les entreprises qui se traduira par un gonflement du déficit budgétaire. Tout cela crée un climat d'incertitude, avec des sorties importantes de capitaux.

Xi Dada sait-il où il va ?

Au-delà des données purement économiques, cette incertitude renvoie au fait que la crédibilité de la direction du PC chinois est désormais atteinte, malgré la propagande développée autour de



Un spectre hante les marchés chinois: l'effondrement DR

au crédit. Dans le secteur de l'acier par exemple, les surplus chinois se déversent actuellement à bas prix sur le marché mondial. Pour maintenir la compétitivité des exportations, les autorités chinoises semblent s'orienter vers une baisse de la valeur de la monnaie (le yuan). S'il n'est pas question d'un plan de relance aussi massif que précédemment, le gouvernement (reprenant certaines

« Xi Dada » (oncle Xi) si soucieux des intérêts du peuple et si acharné contre les corrompus. L'objectif affirmé de Xi Jinping et de son entourage immédiat est en fait de franchir une nouvelle étape de renforcement du rôle du marché (ce qui imposerait de fermer des entreprises non rentables) mais, simultanément, ils craignent les troubles sociaux qui résulteraient d'une hausse du chômage.

Pour l'heure, la principale répercussion du malaise chinois est la baisse du prix des matières premières que la Chine importait largement : l'Australie, le Brésil, des pays africains... sont donc entraînés par la déprime chinoise. Pour ce qui est du pétrole, s'y ajoute une frénésie productrice des Saoudiens et des Américains (pétrole de schiste). Ces derniers viennent de décider de se remettre à exporter l'« or noir » tandis que les Iraniens se préparent à accroître leurs ventes. Cela fragilise la Russie, les producteurs arabes et latino-américains, trop dépendants des recettes pétrolières.

Le spectre de 2008

À elle seule, la Chine n'est pas responsable du pessimisme qui taraude actuellement les observateurs économiques. En fait, si les marchés financiers de divers pays, y compris en Europe, ont accusé le coup, c'est d'abord parce que les indices d'une croissance mondiale ralentie en 2016 se multiplient, tandis que le commerce international demeure atone. Le cycle de croissance des USA pourrait approcher de sa fin, tandis que l'économie japonaise fait du surplace, et que l'Union européenne ne redémarre pas vraiment malgré les cadeaux aux entreprises.

Le financier américain George Soros a déclaré que la situation actuelle lui rappelait celle de 2008. Ce n'est pas évident, mais les indices d'instabilité sont tels que le spectre d'un effondrement des marchés financiers et d'une nouvelle récession hante bien le monde capitaliste.

Henri Wilno

TURQUIE Mensonges d'État, guerre et massacres

Si le mensonge d'État fut un élément important de la constitution de l'idéologie dominante, cela nécessitait un strict contrôle sur les moyens de communication, ce qui aujourd'hui s'avère de plus en plus difficile, en raison entre autres de l'importance croissante des réseaux sociaux...

Mais apparemment, le fait d'être sans cesse démenti ne pose pas de problème, ni pour le gouvernement turc ni pour « le palais » (Erdogan), qui multiplie chaque jour leurs tentatives de refaçonnage de la réalité selon les intérêts immédiats de l'État turc sunnite-autoritaire. Si cette « réalité parallèle » ne convainc ni l'opposition intérieure turque et kurde ni les impérialismes occidentaux et les États rivaux engagés dans le conflit syrien, elle semble avoir l'effet d'une démonstration de force qui conforte l'opinion publique conservatrice : « Nous avons le pouvoir de recréer la réalité »... La dernière séquence de cette réalité parallèle est le conflit entre l'armée turque se trouvant à Bashika (près de Mossoul) et les bandes de l'État



A Paris samedi dernier 30000 personnes pour les droits du peuple kurde PHOTOTHEQUE ROUGE / MILO

islamique à la suite de l'attaque menée par celles-ci la semaine dernière. Et Erdogan de préciser, pour ceux qui n'auraient pas compris l'objectif du mensonge : « Ceci montre combien notre décision de ne pas retirer notre armée de Bashika est justifiée. » En effet, la Turquie avait déployé ses forces militaires dans cette région sans l'autorisation du régime irakien et avait été sommée par le Premier ministre Ibadî et les États-Unis de retirer ses troupes. En fait, le conflit se déroulait entre les forces irakiennes soutenues par les frappes des États-Unis et Daesh sans la participation de la Turquie... Évidemment, pour les idéologues de l'AKP, le parti au pouvoir, c'est

un gros boulot de se repositionner après chaque déclaration d'Erdogan et des porte-parole du gouvernement, afin de légitimer et « éclairer » le sens véritable de leur propos. Quelles pirouettes n'ont-ils pas dû effectuer afin d'expliquer qu'Erdogan avait voulu montrer dans une déclaration récente le régime présidentiel d'Hitler comme un mauvais exemple...

Jusqu'où ?

Mais ce qui devient de plus en plus difficile est de cacher le véritable massacre perpétré par l'État au Kurdistan de Turquie. Des quartiers entiers, ou plutôt ce qu'il en reste, sous couvre-feu total depuis plus d'une cinquantaine de jours, en proie à la famine,

son véritablement assiégés par les tanks de l'armée turque. Même les drapeaux blancs ne suffisent plus à sortir dans la rue sans risquer de se faire tuer, afin de récupérer les cadavres d'enfants, de femmes, de civils et de jeunes miliciens kurdes, adolescents pour la plupart, convaincus de la nécessité de protéger leur quartier, leur peuple au prix de leur vie...

Le palais d'Erdogan s'enfoncé graduellement dans une aventure militaire au niveau national et régional, dont la sortie se fait de plus en plus improbable. C'est dans une perspective internationaliste et anti-impérialiste, que nous, militants révolutionnaires, devons nous opposer au chaos qui s'affirme chaque jour dans le Moyen-Orient, sans tomber dans le piège du campisme. Ainsi que nous l'avons affirmé récemment dans une déclaration commune signée par OpenLeft Collective (Russie) et YeniYol (Turquie) : « Sous les tensions et circonstances régionales, nous, marxistes révolutionnaires de Russie et de Turquie, disons non aux politiques agressives, aux ambitions, interventions et attaques militaires de nos gouvernements, que ce soit en Syrie, au Kurdistan ou en Ukraine. Il est plus important que jamais de lever nos voix et nous opposer à la guerre et la domination militariste et nationaliste ».

D'Istanbul, Uraz Aydin

Le monde en bref

Grèce Le gouvernement Syriza s'attaque aux retraites

Pour Tsipras, ce début d'année est décisif : s'il arrive à passer son plan parachevant la casse des retraites, c'est 70% des exigences financières de la troïka-quartet qui seront accomplies, comme le ministre de l'Économie Tsakalatos veut en persuader ses collègues européens pour leur demander de ne pas exagérer leurs pressions. Pendant ce temps, le ministre du Travail Katrougalos doit rencontrer des dirigeants syndicaux européens (lesquels?)... pour leur expliquer que le projet va dans le bon sens!

Or, ce plan ne change en rien des précédents : accentuation de la baisse des retraites (jusqu'à 25%) et prolongation des années de travail, dans un pays où se poursuit la fuite des jeunes à l'étranger. C'est ce qu'ont bien compris les travailleurs... mais aussi les partis protoïka, du Pasok à la droite, qui adoptent un discours aux accents Syriza de 2013-2014 : refus de voir baisser les pensions, ce que dénonce Tsipras, qui rêvait d'un vote quasi unanime de l'Assemblée! Dans ce contexte confus, la seule perspective pour avancer est celle du combat décidé, indépendant et unitaire de la classe ouvrière, avec comme objectif que les mobilisations empêchent la venue du projet devant l'Assemblée. Certes, les confédérations, GSEE pour le privé et ADEDY pour le public, projettent des grèves (24 heures d'avertissement, puis 48 heures), une manifestation le 16. Certes, le courant syndical du KKE (PC), PAME, a organisé une manif réprimée par les MAT (CRS). Mais ce qui ferait avancer, c'est « une action commune et coordonnée de toutes les forces militantes pour qu'apparaissent des luttes résolues et victorieuses, au-delà des seules formes de protestation rituelles de la bureaucratie syndicale et du syndicalisme aux ordres des anciens et de l'actuel gouvernement » (dixit Antarsya).

Il est d'autant plus important de se préparer à des actions solidaires que l'acte suivant porterait sur le droit du travail.

D'Athènes, A. Sartzekis

Corée du Nord Le test nucléaire

Le 6 janvier, la Corée du Nord a annoncé avoir effectué son premier test d'une bombe H (à hydrogène) dite aussi thermonucléaire. Pyongyang avait auparavant effectué trois essais souterrains de bombe A (atomique) en 2006, 2009 et 2013.

Une bombe H (utilisant la fusion nucléaire) s'avère beaucoup plus puissante qu'un engin atomique classique. Si l'essai du 6 janvier dernier est bien confirmé par des experts, ils doutent qu'il s'agisse d'une bombe thermonucléaire, de même qu'il n'est pas certain que l'engin ait été miniaturisé, comme l'affirme Pyongyang, au point de pouvoir être porté par un missile de longue portée.



DR

Depuis 1994, des négociations se sont déroulées pour geler durablement le programme nucléaire militaire de la Corée du Nord, impliquant au final, outre les deux Corée, la Chine, les États-Unis, le Japon et la Russie. Quatre accords successifs ont été signés, qui tous ont avorté plus ou moins rapidement. Des échecs disons à tort partagé...

Les pourparlers sont aujourd'hui au point mort. En effet, il ne s'agit plus simplement de négocier l'arrêt d'un programme militaire (comme en Iran), mais d'obtenir le désarmement d'un État qui possède déjà l'arme atomique... et qui est lui-même menacé par un déploiement nucléaire massif dans la région sous l'égide des États-Unis. Washington n'a par ailleurs pas grand-chose à offrir en contrepartie.

Le régime nord-coréen applique la doctrine de la « dissuasion » du « faible au fort » qui hier a servi à justifier les programmes nucléaires russe, chinois, français, britannique, puis israélien, indiens, pakistanais... L'anéantissement en 1945 d'Hiroshima et de Nagasaki par les États-Unis, le crime originel, a induit une dynamique implacable de prolifération. Cette dynamique va se poursuivre et le feu nucléaire frappera à nouveau, ne serait-ce qu'à l'occasion d'un conflit régional, si le mouvement pour le désarmement ne reprend pas de l'ampleur. À commencer, pour nous, ici en France.

Pierre Rousset

AFRIQUE DU SUD

Apartheid social

et

recomposition politique

ENTRE CRISE ET ESPOIR

Démantèlement de l'apartheid contre maintien du système économique, c'était le compromis historique passé entre l'ANC de Nelson Mandela et le gouvernement de Frederik de Klerk dans les années 1990...

L'ANC, en alliance avec la COSATU, la principale centrale syndicale, et le Parti communiste sud-africain (SACP), s'est donc inscrite délibérément dans le libéralisme, en mettant en place une politique économique connue sous le vocable de GEAR (growth, employment and redistribution, soit croissance emploi et redistribution).

Un bilan désastreux

Concernant la croissance, l'Afrique du Sud se débat dans une crise économique liée notamment au ralentissement de l'économie chinoise qui importe moins de matières premières. Ainsi le groupe minier Lonmin annonce la suppression de 6 000 emplois, soit 21% de ses effectifs et pour Anglo American, 85 000 postes sur 135 000 devraient disparaître d'ici à 2018.

Quant à l'emploi, le pays a atteint un pic de chômage de 26,4%, un des plus élevés depuis dix ans. De plus, le patronat mène des attaques sur la qualité des emplois en tentant de systématiser la sous-traitance, en favorisant le moins-disant social.

Et pour ce qui est de la redistribution, elle est bien effective... mais seulement pour les dirigeants de l'ANC qui ont largement profité du Black Economic Empowerment (promotion économique des Noirs) pour s'enrichir de manière éhontée, laissant la grande masse de la population dans la misère.

Crise morale

Cette crise économique s'accompagne aussi d'une crise de gouvernance des élites. Avant même d'être président, Jacob Zuma était accusé de corruption dans l'affaire de la société Thint, marchand d'armes et filiale de Thalès. Les poursuites judiciaires avaient été abandonnées pour des questions de vices de procédure.

Un autre, Ramaphosa, ancien dirigeant syndical du NUM (National Union of Mineworkers, syndicat des mineurs), s'est transformé en homme d'affaires. Actionnaire de Lonmin, lors de la grève de la mine de platine de Marikana où 34 mineurs ont été assassinés, il a été accusé d'avoir fait pression sur la direction afin qu'elle ne cède rien aux grévistes.

De nouveau, Jacob Zuma est sur la sellette. Cette fois-ci, il est accusé de détournement de fonds publics. Sous prétexte de travaux de sûreté, 19 millions d'euros ont été dépensés par l'État pour aménager sa vaste résidence secondaire à Nkandla, avec construction d'héliports, piscines, auditorium, enclos à bétail, etc. Pendant que des millions de personnes continuent à vivre dans les townships...

Mais l'Afrique du Sud connaît un formidable potentiel de lutte, comme en témoignent la mobilisation victorieuse des étudiantEs et une recomposition politique et syndicale prometteuse. C'est l'ambition de ce dossier de mieux faire connaître ces expériences.

Paul Martial

L'ANC, DE LA CONTESTATION D'UN SYSTÈME À L'ADAPTATION AU POUVOIR

Le parti ANC restera-t-il toujours abonné au pouvoir? Pour l'instant, il en a l'air. Même si ses résultats aux élections générales ont baissé entre 2009 et 2014, passant de 65,9% à 62,5% des voix, l'ancienne formation de Nelson Mandela reste identifiée par beaucoup de membres de la population noire à son passé, lorsqu'elle était le principal mouvement de résistance au régime d'apartheid...

Bien qu'une nouvelle élite noire se soit formée dans ses rangs, élites dont les conditions de vie sont totalement coupées de celles de sa base sociale, que le chômage réel (pas celui des statistiques officielles) touche de 35% à 40% de la population, l'ANC ne souffre pas de

concurrence politique qui pourrait lui devenir dangereuse. En tout cas à court terme.

Compromis historique

Une nouvelle bourgeoisie noire, dont l'un des représentants les plus emblématiques est le probable futur présidentiable Cyril Ramaphosa, monopolise une partie des richesses qu'elle partage avec l'ancienne élite blanche. C'était le fondement du compromis historique de 1994, quand, au moment de la fin officielle du régime d'apartheid et des lois ségrégationnistes, l'ANC a accepté de prendre le pouvoir politique tout en renonçant à une transformation sociale profonde. À gauche du gouvernement se sont formés quelques forces critiques du cours de l'ANC, dont l'un des représentants les plus en vue est Julius Malema.

Né en 1981, après avoir été président de la branche de jeunesse du parti (ANCYL) en 2008, il fut exclu des instances du parti ANC en 2012. Aujourd'hui, il dirige une formation, EFF (Economic Freedom Fighters – Combattants pour la liberté économique), qui a obtenu 6,4% des voix en 2014 et qui a intégré des

accents anticapitalistes et panafricanistes dans son discours. Or, Malema lui-même a fait l'objet de vives critiques. En partie pour des mauvaises raisons : certainEs le taxent de prétendu « racisme anti-blanc », alors que la population blanche vit majoritairement toujours dans des conditions économiques très différentes de la majorité des Noirs... Mais en partie aussi pour des motifs réels : Malema a non seulement défendu le dictateur zimbabwéen Robert Mugabe, mais lui-même s'est enrichi dans le passé en tant qu'entrepreneur du bâtiment, bénéficiant de commandes publiques.

Mécontentement et contestation

Mais le vrai danger, à long terme, pour l'ANC pourrait résider dans l'érosion de sa base sociale. Il gouverne aujourd'hui dans le cadre d'une alliance triptyque avec la centrale syndicale COSATU (Congrès des syndicats sud-africains) et le Parti communiste sud-africain (SACP). Ce dernier se montre très largement critique et « loyal », ayant même félicité la police après les tirs

mortels à Marikana. La COSATU, actuellement encore forte de 1,8 million de membres, connaît une crise interne profonde qui a conduit début novembre 2014 à l'exclusion de la fédération de la métallurgie, NUMSA. Cette dernière avait commis le crime de ne pas appeler à voter pour l'ANC en mai 2014, pour la première fois! Auparavant, la fédération n'avait pas toujours été en tête des critiques. Entre 1996 et 2000, elle avait par exemple collaboré avec le pouvoir et le capital dans l'industrie automobile. Et alors que le groupe allemand Volkswagen avait proposé une grosse commande à l'exportation en 1998 assortie de conditions, la NUMSA avait viré certains délégués critiquant ces pratiques, dont la réduction des pauses et l'allongement du temps de travail à 45 heures hebdomadaires. Les délégués n'avaient appris ces « compromis » que par la presse. Mais au fil des années, le mécontentement social grandissant a conduit la fédération à se montrer plus critique du pouvoir. Jusqu'au congrès de la COSATU tenu en novembre 2015, celle-ci a perdu

environ 300 000 membres à cause de ces conflits.

Double jeu

Le président Jacob Zuma, plus connu pour ses propos populistes que pour son intelligence, a intégré des accents se voulant « africanistes » dans ses discours, pour remplacer la dimension sociale du profil de l'ANC. Ainsi a-t-il renforcé le rôle des royautés traditionnelles, dont les titulaires sont rémunérés par l'État : d'une fonction purement honorifique, ils sont passés à une fonction plus politique. Alors que certains parmi eux, dont le « roi » zoulou Goodwill Zwelithini,

développent un discours carrément xénophobe contre les travailleurs immigrés mozambicains, zimbabwéens et autres, Zuma et son entourage laissent faire. Alors que des pogroms à répétition contre ces ressortissants des pays voisins canalisent une partie de la colère sociale, l'ANC et la COSATU jouent un double jeu. Alors qu'ils ont appelé à des manifestations anti-xénophobie, la centrale syndicale ne fait pas par exemple réellement d'efforts pour syndiquer les travailleurs migrants et se concentre sur la « protection » des salariéEs autochtones.

Bertold du Ryon



L'ANC de Mandela à Zuma, le déclin DR

MARIKANA: UNE RÉPRESSION CRIMINELLE SANS RESPONSABLES?

Le document fut longtemps attendu. Fin mars 2015, la commission d'enquête chargée de faire la lumière sur le massacre de mineurs grévistes à Marikana – 34 ouvriers tués par la police le 16 août 2012 – a enfin produit son rapport...

Dirigée par un juge à la retraite, Ian Farlam, la commission avait auditionné des témoins pendant 300 jours de séance. Mais une fois le rapport de 650 pages terminé, il fallut encore attendre trois mois avant qu'il ne soit publié au début de l'été. Le président sud-africain Jacob Zuma l'avait gardé sous le coude... Quand il dut se résoudre à le rendre accessible à l'opinion publique, le pays était au début des vacances parlementaires.

Certainement une coïncidence due au hasard... Le pouvoir assassine

Ce rapport comporte plusieurs éléments compromettants par le pouvoir. Tout d'abord, il confirme en toutes lettres que les ouvriers grévistes n'étaient pas armés et qu'il n'y avait eu aucune attaque contre les policiers, alors que les autorités avaient invoqué une prétendue agression préalable pour justifier les tirs policiers par la «légitime défense». Aussi, joints au dossier, les rapports d'autopsie confirment que 14 grévistes ont été fusillés de dos... En revanche, d'autres points ne sont pas du tout éclaircis, notamment la question des responsabilités individuelles qui seules permettraient – si elles étaient établies – des poursuites judiciaires en vue de punir certains des responsables pour les tirs mortels.

Ce résultat n'est guère étonnant. La commission Farlam a uniquement entendu des membres de la hiérarchie policière, qui n'était pas pressé de s'accuser elle-même, alors que les exécutants sur le terrain, les «simples» policiers, n'ont jamais été auditionnés. Ces derniers auraient pu s'exprimer pour dire quels officiers leurs avaient communiqué quels ordres. Il est donc peu surprenant que le rapport conclut que, malheureusement, des responsabilités individuelles ne pour-



16 août 2012, le carnage... DR

ront pas être déterminées... tout en retenant que les faits pourraient recevoir la qualification juridique d'assassinat, et que des preuves avaient été truquées par la police à la suite des tirs mortels... En 2012, à Marikana, les ouvriers de la mine de platine, exploitée par la société Lonmin, s'étaient mis en grève. Les mineurs, qui exécutent

un travail physique extrêmement dur payé environ 400 euros par mois, revendiquaient des augmentations de salaire allant jusqu'à 200%. Derrière leurs revendications, il y avait aussi le fait que Lonmin a pris des engagements sous la pression de son principal commanditaire, le groupe chimique allemand BASF. Celui-ci utilise le platine pour fabriquer des catalyseurs de voitures, et exige théoriquement le respect d'un «Code éthique» par ses sous-traitants,

ce qui incluait par exemple la construction de maisons pour les mineurs. Des engagements qui n'avaient pas du tout été tenus. Les écoles pour les enfants des mineurs, construites par la société minière sont contaminées par l'amiante, les ouvriers cantonnés dans des foyers misérables, et l'électricité manquant parfois pendant des mois.

Le futur président impliqué

Un des membres du conseil d'administration était Cyril Ramaphosa. Né en 1952 à Soweto, c'est un hiérarque haut placé de l'ANC, ancien dirigeant syndicaliste de la NUM (Union nationale des mineurs) qui dirige aujourd'hui sa propre holding minière. Cet ancien représentant du mouvement de libération anti-apartheid et du mouvement syndical avait exigé, dans des e-mails dont le contenu a été publié, une intervention policière contre les grévistes, un comportement qualifié de «criminel» par Ramaphosa. Mais sa carrière n'a pas été interrompue par son implication dans ces faits à proprement parler criminels. Quelques mois après le massacre des grévistes, il a été élu vice-président de l'ANC (en décembre 2012), puis vice-président de la République (fin mai 2014), et des observateurs/trices considèrent qu'il fait parti des futurs «présidentiels» du parti. Il y a quelques jours, RFI titrait: «Ramaphosa sur la sellette pour la succession de Zuma»...

Enfin, les liens entre la NUM et le personnel dirigeant de la Lonmin expliquent que la grève de 2012 n'a pas été animée par la fédération syndicale «traditionnelle», mais par un syndicat autonome qui critiquait les trahisons de la NUM: l'AMCU (Union de l'Association des mineurs et de la construction).

Bertold du Ryon

«NOUS AVONS DE NOMBREUX DÉFIS À RELEVER»

Entretien. Éditeur de la revue Amandla! ¹, Brian Ashley est membre de la direction du DLF (Democratic Left Front) ².

Le mouvement syndical semble en pleine ébullition. Quelles sont les conséquences de l'expulsion de NUMSA (National Union of Metal Workers in South Africa, syndicat de la métallurgie) de COSATU (Congress of South African Trade Unions), et quelles sont les positions des autres fédérations?

Les syndicats bureaucratisés sont en crise et peinent à représenter leurs membres. La COSATU, qui compte le plus grand nombre d'adhérents, a été historiquement à l'avant-garde des luttes contre l'apartheid et contre le capitalisme. Mais comme l'ANC du président Zuma n'acceptait aucune contestation et cherchait à instrumentaliser COSATU, les contradictions dans COSATU sur sa participation à cette alliance sont montées en puissance jusqu'à la grève des mineurs de platine et le massacre de Marikana, qui ont conduit à l'expulsion de la NUMSA mais aussi du secrétaire général de la COSATU, Z. Vavi, ainsi que des centaines de cadres militants venant de différentes fédérations qui refusaient de soutenir un ANC trop corrompu.

L'expulsion de la NUMSA marque un début de réorganisation du mouvement syndical, mais sera-t-elle suffisante pour tenir compte des nouvelles conditions très précaires du marché du travail? A-t-on tiré les leçons de Marikana, où on a vu le NUM (National Union of Mineworkers, syndicat des mineurs), au passé glorieux, se métamorphoser en syndicat jaune? COSATU va sans doute perdurer comme syndicat très proche du SACP et aligné sur l'ANC. Mais un sommet ouvrier doit avoir lieu au premier trimestre de 2016. Il rassemblera la NUMSA, ses alliés, plusieurs nouveaux syndicats et des sections locales de syndicats toujours affiliés à la COSATU, d'où émergeront peut-être une nouvelle confédération et un nouveau parti socialiste ouvrier.

L'année 2015 a été riche en mouvements sociaux: étudiants, manifestations anti-corruption et anti-Zuma, opposition aux péages. Penses-tu que l'ANC pourrait se débarrasser de Zuma qui semble cristalliser tout ce qui ne va pas à l'ANC?

C'est plus probable depuis la débâcle du limogeage du ministre des Finances, N.M. Nene, la nomination d'un ministre sans expérience et son remplacement quatre jours plus tard par P. Gordhan... le prédécesseur de Nene. Cela a grandement affaibli Zuma. Certes, il peut compter sur une base solide mais ses soutiens paraissent de plus en plus isolés et les soupçons de corruption le plombent au risque de devoir écourter son mandat. La question est de savoir si cela pourrait couper l'herbe sous les pieds des mouvements contestataires, surtout si une personnalité comme N. Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'Union africaine, ou si M. C. Ramaphosa, vice-président de l'ANC, devenait président de l'ANC.

Quels sont les mouvements de la gauche radicale et leurs perspectives?

Le mouvement qui a le plus progressé et est le plus important, c'est l'EFF (Economic Freedom Fighters – Combattants pour la liberté

économique), pour l'essentiel issu d'une scission de l'ANCYL (African National Congress Youth League, la section jeunes de l'ANC). Dirigé par J. Malema, leader charismatique et dynamique qui a été président de l'ANCYL de 2008 à 2012, il a été lancé à la fin de 2013, a réalisé 6% aux législatives de 2014 et obtenu 25 députés. Au Parlement, ses initiatives radicales, bloquant des débats parlementaires, mettant la pression maximale sur Zuma, lui ont fait beaucoup de publicité. Il devrait réaliser de très bons scores aux élections locales de 2016.

La gauche radicale traditionnelle, comme les leaders de l'NUMSA qui ont rompu avec le parti communiste, ambitionnent de former un nouveau parti ouvrier se revendiquant du socialisme, mais la NUMSA, dont les dirigeants viennent du PC, est tiraillée entre la construction du United Front (Front uni) et la construction d'un PC 2.0 plus radical.

À côté de ces organisations, la gauche indépendante est principalement représentée par le DLF (Democratic Left Front – Front démocratique de gauche). C'est un mouvement formé en 2008 par des militants venant de la direction du PC et de différents courants de la gauche indépendante. Pour finir, il y a aussi deux petits groupes, WASP (Workers and Socialist Party – Parti socialiste des travailleurs, proche des Britanniques de «Militant Tendency») et BLF (Black First Land First – Les Noirs en premier, la terre en premier) issu d'une scission d'EFF, sectaire et focalisé sur la conscience noire.

Comme d'habitude, il y a beaucoup de mouvements à gauche... Considères-tu que DLF et EFF sont les deux principaux courants à suivre au sein de la gauche radicale?

Le projet d'un mouvement pour le socialisme est une tentative sérieuse de regrouper des militants issus de la gauche du parti communiste, du mouvement syndical ouvrier et de la gauche indépendante. Mais le créneau est maintenant en partie pris par EFF. Il faut donc construire une alliance entre les deux pour avoir une chance de voir émerger une gauche radicale. L'aggravation de la crise devrait inciter ces différents courants à des compromis pour construire un large rassemblement. Personnellement, je suis très impliqué dans les discussions avec la NUMSA et le mouvement syndical.

Es-tu optimiste?

Il va y avoir des réunions importantes dans les semaines qui viennent. Nous verrons alors si ce regroupement se met en marche. Nous avons de nombreux défis à relever et le risque de fragmentation et de désaccord est bien réel. J'espère que la gravité de la crise poussera suffisamment de gens à dire «Nous avons besoin d'un nouveau départ.»

Propos recueillis par téléphone le 23 décembre 2015 et traduits par Marc Ducassé et François Favre

¹ Magazine bi mensuel dont l'objectif principal est de contribuer à faciliter une plus grande collaboration avec de larges secteurs de la gauche, des militants et des intellectuels de traditions et de régions différentes.

² Un front anti-sectaire, anti-autoritaire et anticapitaliste formé en 2008.

LA LUTTE VICTORIEUSE DES ÉTUDIANT-E-S CONTRE LE LIBÉRALISME ET LE RACISME

La lutte des étudiantEs n'a pas seulement remporté une victoire significative sur leurs revendications, elle a ouvert une brèche dans la politique néolibérale menée par l'ANC.

Début octobre à Johannesburg, la capitale économique du pays, l'université de Witwatersrand, la plus cotée du pays, annonçait par la voie de son doyen, une augmentation pour 2016 des frais de scolarité de 10,6% et de 6% pour les frais d'inscription. Les premières manifestations de refus vont alors éclater et rapidement s'étendre à l'ensemble du pays sous la bannière de «Fees Must Fall» («Les frais d'inscription doivent baisser»).

Une nouvelle génération

Confrontés souvent aux violences policières, les étudiantEs vont réussir non seulement à maintenir leur unité politique mais aussi à gagner le soutien de la population.

L'accès à l'éducation universitaire reste le moyen le plus sûr pour trouver un travail dans un pays où près de la moitié de la jeunesse est au chômage. Mais l'éducation reste chère: elle peut varier de 3000 à 4500 euros par an selon les études. Autant dire hors de portée pour une grande partie de la population dont la moitié vit en deçà du seuil de pauvreté.

Ainsi, beaucoup de familles doivent choisir parmi leurs enfants celui qui fera des études et souvent, malgré les sacrifices financiers consentis, ces jeunes doivent contracter des prêts pour financer leur scolarité.

Cette génération dit des «born-free» (née libre), c'est à dire celle qui n'a pas connu l'apartheid, a une vue différenciée par rapport à ses aînés de l'ANC, la principale organisation qui a mené la lutte contre la ségrégation raciste. Elle ne se prive pas de rappeler la revendication de la «Charte de la liberté», le texte pro-



«Vous ne transformerez pas l'université en magasin» DR

grammatique de l'ANC, qui prône le droit à l'éducation pour tous: «L'enseignement supérieur et de la formation technique sont ouvertes à tous par le biais de subventions de l'État et des bourses attribuées sur la base du mérite.»

Le ministre de l'Enseignement supérieur Blade Nzimande, qui est aussi le secrétaire général du Parti communiste sud-africain (SACP), a beau jeu de critiquer le mouvement étudiant qu'il a qualifié de non constructif, la part consacrée à l'enseignement supérieur est de seulement 0,8% du PIB, un score qui rejoint la moyenne des pays

les moins généreux. On aurait pu s'attendre à une autre politique de la part d'un gouvernement qui déclare comme une de ses priorités la jeunesse et l'éducation. Mais les fais parlent d'eux-mêmes et le gouvernement préfère engloutir des milliards de dollars dans des projets économiques dont on peut

douter par ailleurs de la pertinence. Lors des mobilisations, ce même ministre a dû descendre parmi les étudiantEs avec un seul droit, celui de se taire et d'écouter la colère de ceux-ci.

Contestation politique

La lutte des étudiantEs a été une lutte contre la politique néolibérale du gouvernement dans laquelle la population s'est majoritairement retrouvée. Des personnalités illustres comme Ahmed Kathrada, le compagnon de prison de Nelson Mandela, s'est déplacé - malgré ses 86 ans – pour soutenir la

mobilisation étudiante. Il a été accueilli sous les hourras des jeunes qui ont entonné les chants des années de lutte anti-apartheid, faisant référence à cette illustre mobilisation étudiante de Soweto en 1976 qui ébranla un pouvoir raciste qui avait pourtant l'air si sûr de sa puissance.

Quelques mois auparavant, les étudiantEs avaient mené une lutte elle aussi exemplaire à l'université du Cap pour le déboulonnage de la statue de Cecil Rhodes, ministre anglais du 19^e siècle, n'hésitant pas à maculer quotidiennement d'excréments ce symbole du colonialisme. Cette lutte s'accompagnait de l'exigence d'une africanisation tant au niveau des programmes d'enseignements que des professeurs.

Deux jours avant la manifestation nationale, Jacob Zuma a dû annoncer lors d'une conférence de presse la suppression des augmentations et une réflexion sur l'éducation donnée dans les universités, ainsi que sur le racisme.

Cette nouvelle génération d'étudiantEs continue la lutte pour un enseignement totalement gratuit mais aussi contre la sous-traitance de certains emplois dans les facultés, remportant des victoires significatives comme à l'université du Cap, et établissant de manière très concrète la solidarité entre étudiantEs et classe ouvrière.

Paul Martial

AP-HP

Un suicide annoncé

Le 17 décembre, d'une fenêtre de l'Hôpital européen Georges-Pompidou de l'AP-HP, le professeur Jean-Louis Megnier se jetait dans le vide. La serrure de son bureau avait été changée, l'empêchant d'y accéder. Sa femme a porté plainte pour harcèlement moral. Quatre enquêtes sont en cours, administrative, policière et judiciaire...

Il y a plus d'un an que Hirsch, le directeur général de l'AP-HP, est informé de ce «risque suicidaire», ainsi que la directrice de l'établissement. Représentant des médecins au CHSCT de l'institution, le professeur Granger affirme dans sa lettre ouverte à Hirsch que «Ce déni à l'égard des personnes en souffrance professionnelle est quasi systématique. Dans plusieurs autres endroits de l'AP-HP, il existe une forme de maltraitance banale, tolérée et sournoise, mais ravageuse...»

Un syndicat de médecins dénonce: «Aujourd'hui ce sont des conditions folles qui sont imposées aux médecins, des contrats d'objectifs, des mises en concurrence, des contrôles d'activité, facteurs de division entre collègues et d'isolement. Tout sauf nous permettre d'exercer notre métier qui est de soigner nos patients, enseigner la médecine.»



À l'Hôpital Pompidou, vous avez dit «Assistance»? DR

Des conditions de travail dangereuses pour les soignantEs et les soignéEs

Il n'y a pas que les médecins qui se suicident, le silence persiste pour tous les autres professionnels. Tous les hospitalierEs, toutes professions confondues, subissent les souffrances engendrées par la mise en concurrence, la perte de sens du métier, le sentiment du travail «bâclé», l'intensification du travail, les restructurations imposées. Et, depuis mai 2015, ils reçoivent le mépris du DG qui veut supprimer des jours de repos. Bientôt, les groupements hospitaliers de territoire (GHT) prévus dans la loi Touraine vont accélérer les restructurations qui aggraveront l'état de santé des équipes de soins déjà fragilisées.

Hirsch annonce un plan d'action de 13 mesures axé sur le «management». Ce plan ne sera qu'un plan de communication de plus... On le voit déjà avec la commission d'analyse des suicides, mise en place depuis 2012, qui ne sert qu'à comptabiliser les suicides à l'AP-HP. En ne voulant pas analyser, diminuer et supprimer les causes réelles du mal-être au travail, Hirsch et son gouvernement «de gauche» totalement complice sont les vrais responsables de ces morts au travail. Mais bien au contraire, ils s'obstinent à imposer l'austérité dans la santé en appliquant la réorganisation du temps de travail à l'AP-HP, nourrissant un terreau déjà propice aux suicides! L'austérité dans la santé est mortelle.

CorrespondantEs

« L'urgence sociale » sauce gouvernement-Medef

Si l'unité nationale au nom de la lutte contre le terrorisme est devenue le fil conducteur de la politique du gouvernement, Hollande continue de laisser croire qu'il conditionne sa candidature pour 2017 à une baisse du chômage... C'est ainsi qu'il reprenait le thème lors de ses vœux de nouvel an : « La lutte contre le chômage reste ma première priorité », décrétant un « état d'urgence économique et social ».

Ne pouvant à l'évidence compter sur une baisse liée à une reprise économique «créatrice» d'emplois, le gouvernement préfère choisir la voie de la baisse artificielle des chiffres officiels, tout en visant des économies sur le dos des celles et ceux qui sont privés des moyens de vivre.

d'offrir des formations longues, de 400 à 500 heures, à des chômeurs de longue durée, en ciblant les «métiers en tension» et «les secteurs d'avenir». Le coût serait de 1 milliard d'euros partagé entre l'État et les régions, puisant dans les budgets de la formation professionnelle. Le principal objectif de ce plan est de

mesure devrait prendre la forme d'une prime forfaitaire — de l'ordre de 1000 à 2000 euros — sur les nouvelles embauches en 2016 de salariéEs peu qualifiés (jusqu'à 1,3 SMIC) dans les PME.

Pour compléter, Hollande promet enfin de développer l'apprentissage. Ces contrats en alternance

total, l'objectif était de produire 1,9 milliard d'euros d'économie de 2014 à 2016, puis 450 millions par an, sur le dos des chômeur/euses avec baisse d'indemnisation pour nombre d'entre elles/eux.

La précédente convention, qui arrive à échéance en juin 2016, avait modifié le régime d'indemnisation du chômage avec la création des «droits rechargeables» censés permettre de réduire le nombre de chômeurs arrivant en fin de droits. Ces nouvelles règles auraient permis de réduire de 10% à 15% le nombre de chômeurs basculant en fin de droits.

La modification des règles du cumul salaire/allocation conduit à économiser 600 millions d'euros en 3 ans, puis 140 millions par an. La prise en compte des indemnités supra-légales de fin de contrat devait permettre 620 millions d'euros d'économie en 3 ans, puis 140 millions par an. Avec un objectif de 120 millions d'euros d'économie par an, le taux de recouvrement salaires/allocation est passé de 57,4% à 57%, et le rapport entre le montant total cumulé des droits et celui de salaires perçus au cours de la période de travail de référence a été plafonné à 75%. Au deuxième trimestre 2015, 11 530 allocataires furent concernés par ce plafonnement, ce qui leur valut de perdre en moyenne 16 jours d'indemnisation au regard des anciennes règles. L'objectif gouvernemental et patronal serait d'imposer à la prochaine convention 800 millions et 1,8 milliard d'euros.

La politique gouvernementale poursuit la même logique de cadeaux au patronat, de développement des emplois précaires et de facilitation des licenciements (ruptures conventionnelles, plafonnement des indemnités prud'homales) censée favoriser l'embauche. Cette même logique qui va prévaloir dans la réécriture du Code du travail inscrite dans l'agenda Hollande-Valls-Macron-El Khomri.

Robert Pelletier



ChôMEURT... PHOTOTHEQUE ROUGE / JMB

Plans bidons et tripatouillage des chiffres...

En ce qui concerne la baisse des chiffres du chômage, le gouvernement continue avec les vieilles recettes. Comme les années précédentes, il avance un plan de formation «des demandeurs d'emploi» vers «les métiers de demain» concernant 500 000 bénéficiaires. Il ne s'agit plus de cibler en priorité les proches de l'emploi via des formations complémentaires courtes, mais

faire «sortir» des chiffres officiels du chômage ces chômeur/euses, basculant ainsi en catégorie D. Dans le même temps, le plan gouvernemental ressort la carte des aides à l'embauche dans les PME, où, selon lui, «l'emploi se crée». Elles viendraient compléter le «small business act» déjà présenté en juin, qui a créé une prime de 4 000 euros, jusqu'au 30 juin, pour une première embauche dans les entreprises sans salarié. La nouvelle

permettent aux apprentiEs de cumuler travail en entreprise et cours dans un centre de formation. Une voie incertaine quand on sait que si, sept mois après l'obtention de leur diplôme d'apprentiE, 38% des jeunes avaient trouvé un CDI. 30% pointaient au chômage pendant que les autres allaient de petits boulots en emplois précaires (CDD, intérim, etc.).

Toujours moins pour les chômeurs

Ainsi, alors que le nombre de chômeur/euses ne cesse d'augmenter, les organisations syndicales et patronales entameront fin janvier la négociation de la prochaine convention d'assurance chômage visant à renflouer les caisses. Au

PARIS HABITAT NETTOYAGE

« OMS voyou ! Paris Habitat complice ! »

Après bientôt 4 mois de grève, l'incroyable détermination des salariées de la société de nettoyage OMS, dans le 20^e arrondissement de Paris, ne faiblit pas (voir aussi les derniers numéros de l'Anticapitaliste).

Avec leur syndicat, la CNT Solidarité ouvrière, un comité de soutien très dynamique et le soutien de la CGT Hôtels de prestige et économiques, cela fait plusieurs semaines que les grévistes montent la pression sur OMS

et sur le donneur d'ordre, Paris Habitat, le bailleur d'HLM de la Ville de Paris. Des rassemblements en décembre devant deux hôtels de luxe ont suffi pour que les directions de ces hôtels virent OMS de leur établissement pour non-respect des conditions du contrat, voire du Code du travail.

Lundi 11 janvier, c'est porte de Châtillon, devant le Formule 1 (du groupe ACCOR) que grévistes et soutiens ont crié et sifflé pendant plus d'une heure pour demander la même chose. Car à l'intérieur, c'est une filiale d'OMS, Luxury Cleaning Services, qui sévit comme ailleurs — paiement à la chambre et non à l'heure, cadences impossibles à tenir (6 chambres à nettoyer en une heure), et un refus de verser des indemnités de nourriture.

Nouvelles actions

Mais comment se fait-il que Paris Habitat, dont les administrateurs sont nommés par la mairie, n'ait toujours pas rompu avec cette société aux pratiques dignes d'un autre âge? Dans une lettre absolument scandaleuse du 28 décembre, Paris Habitat estime qu'une «solution amiable semble aujourd'hui incertaine (...) compte tenu de l'attitude des parties». Des deux parties? On croit rêver! Ensuite, il informe OMS de sa décision «à titre conservatoire, de ne pas reconduire le marché, à effet du 31 mai 2016»! Et enfin, grosse menace, il donne à OMS «un délai de deux mois pour contester la présente décision». Comme le dit la lettre de réponse (CNT-SO, CGT-HPE et Comité de soutien),

«après 107 jours de grève (...) c'est totalement surréaliste et irresponsable.»

Paris Habitat ne veut pas céder aux grévistes probablement pour éviter que cela fasse tâche d'huile et remette en cause la pratique scandaleuse de la sous-traitance ailleurs dans la mairie. En attendant, une nouvelle action a été programmée, suivie sans doute d'une autre et d'une autre, jusqu'à ce que OMS... et Paris Habitat craquent enfin.

Ross Harrold

Chèques de soutien à Syndicat CNT-Solidarité ouvrière du nettoyage, 4, rue de la Martinique, 75018 Paris (mention «Soutien aux grévistes») Plus d'infos : <http://www.ulcgt11.fr/greve-des-salaries-du-nettoyage-de-paris-habitat>

PÉNIBILITÉ

Pérenniser ou

Le compte personnel de la prévention de la pénibilité (C3P) est issu de la loi du 20 janvier 2014. Depuis, cette loi a été amendée par la prise en compte d'autres facteurs de pénibilité: une première fois en 2015 (+4) et six autres en juillet 2016 (bruit, port de charges lourdes, gestes et postures, risques chimiques, vibrations, températures extrêmes).

A l'ain Carré, médecin du travail, membre de la CGT déclare dans l'Humanité du 5 janvier: «Dans son principe même, le compte pénibilité, c'est l'inverse de la prévention. (...) On vous donne un petit quelque-chose parce que vous êtes soumis à des

conditions de travail désastreuses, car il faut que les facteurs de pénibilité laissent des traces durables et irréversibles sur la santé pour être pris en compte. C'est contraire à toute idée de prévention et, idéologiquement, c'est très bon pour le Medef.»

AIR FRANCE

Premier (petit) recul

Les élections à la mutuelle du personnel Air France viennent de se tenir. Indicateur déformé car c'est un vote par correspondance organisé pendant les fêtes, où les navigantEs participent traditionnellement beaucoup plus que les agents du sol. Mais c'était le premier vote depuis les événements du 5 octobre et la désormais fameuse chemise arrachée du DRH...

Cette élection est marquée par une très forte progression de la liste Solidaires (alliance Alter et Sud aérien représentant toutes les catégories de personnels) qui passe de 1 545 à 2 109 voix par rapport à 2011 et de 7 % à 11 %, dans un contexte de progression de la participation (39 %) et alors qu'il y a 7 000 salariés de moins (49 134). On constate aussi un recul des deux syndicats qui avaient soutenu la direction, CGC et CFDT, qui se sont alliés, et n'obtiennent à eux deux que 18,5 %. Cela marque donc le soutien des salariéEs à la démarche intersyndicale de mobilisation enclenchée depuis septembre.

C'est ce rapport de forces qui explique le changement de discours de la direction d'Air France qui par la voix du nouveau DRH M. Gâteau (qui vient du cabinet de Valls), annonce le retour à « un projet de croissance », pour un dialogue social apaisé. Il convoque un comité central d'entreprise extraordinaire le vendredi 15 janvier. Le constat de l'échec de la stratégie de division du personnel et de son discours de menaces de licenciements, avec une présentation catastrophiste de l'entreprise qui a été démentie par les derniers chiffres. Les résultats sont très bons, les avions sont pleins, le pétrole n'est pas cher, bref les profits rentrent ! Pour la direction, une nouvelle stratégie se met donc en place, abandonnant l'attaque frontale mais maintenant ses objectifs. La direction crée de nouvelles entreprises comme Transavia Munich, avec des pilotes recrutés en Grande-Bretagne avec des salaires beaucoup plus bas. Ou alors une coentreprise d'entretien d'avions sur Orly pour entretenir les avions de Transavia et d'Air Caraïbes. Mais les salariéEs ont compris qu'il s'agit du futur organisme d'entretien low cost, avec par exemple des nuits payées à 50 %, au lieu de 100 % chez Air France.

Le double discours sanctionné

L'intersyndicale va être confrontée à ce nouveau défi. Elle attend de voir les nouvelles propositions de la direction. La CGT a perdu 1 500 voix et descend à 7,7 % (1 476 voix), signe d'une grave crise qui sanctionne son double discours. D'un côté, elle dénonce des violences et accuse la direction de ne pas avoir sanctionné les vrais coupables, et de l'autre, elle défend ses militants par des annonces de mobilisation totalement irréalistes, cela sans



L'avion de la CGT Air France traverse quelques turbulences... PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

organiser aucune campagne de soutien dans l'entreprise. Du coup, elle a suspendu l'appel à la grève prévue pour le 2 janvier dernier. La CGT paie aussi les multiples

scandales de corruption ces dernières années : dirigeant de la mutuelle pris en train de détourner de l'argent, membre actuel de la direction confédérale payé par Air France et bénéficiant par ailleurs d'une carrière exceptionnelle, secrétaires CGT de CE reclassés cadres et rejoignant la CGC...

Les déclarations de Martinez, attribuant les pertes CGT Air France à des intégristes musulmans imaginaires, est un signe de ce refus d'analyse... alors que c'est plutôt le désir d'intégrité qui a fait fuir de nombreux syndiquéEs. La CGT Air France a d'ailleurs démenti ces propos. Signalons enfin que FO a fait 7 %, tandis que l'UNSA a gagné 1,5 point avec 14,2 %.

Correspondants

LA ROCHELLE (17) Deux semaines de congés en moins, c'est non !

Depuis le mois de juin, un bras de fer oppose des agents territoriaux de trois collectivités (ville, communauté d'agglomération et CCAS) de La Rochelle (3 000 fonctionnaires) à leur président, le maire Jean-François Fountaine.



Le maire face à sa véritable opposition... DR

C'est au début de l'été — dans un conseil communautaire de l'agglomération rochelaise, puis au conseil municipal de la ville de La Rochelle —, que Fountaine a évoqué les recommandations d'un rapport de la chambre régionale des comptes qui met le doigt sur la durée légale du temps de travail. S'appuyant sur ce rapport, le maire, ex-PDG-fondateur de l'entreprise de bateaux de plaisance Fountaine-Pajot, estime qu'il faudrait passer à un temps annuel de travail de 1 607 heures, contre 1 529 actuellement. Le passage à 1 607 heures signifierait la suppression de 9,5 jours de congés annuels. Surtout, selon le rapport, les 1 529 heures coûteraient 2,4 millions d'euros par an à la ville et 900 000 euros à l'agglomération. Augmenter la durée du travail permettrait de faire des économies en ne remplaçant pas, par exemple, les départs en retraite...

Les agents, eux, ne l'entendent pas de cette oreille. Pour la CGT et Sud-Solidaires, il n'est pas question de négocier une augmentation du temps de travail actuel, qui est un acquis de l'accord conclu en 2001 avec l'ancien maire Maxime Bono. En forme de protestation, les deux syndicats ont donc envahi les conseils municipaux de septembre et d'octobre, allant même jusqu'à pousser le maire à annuler ce dernier.

Qui a peur des agents territoriaux ?

Le 14 décembre, Fountaine préférerait choisir le huis-clos, la police municipale barrant l'entrée à la presse ainsi qu'aux agents des collectivités. Les agents, eux, voulaient remettre au maire une pétition massivement signée par les personnels. Le maire a enfin chargé une adjointe de « négocier » uniquement avec les syndicats « raisonnables ». Une réunion au moins s'est déjà tenue en catimini début décembre.

Chez Sud-Solidaires, on affirme en tout cas que « le malaise actuel du personnel vient avant tout des conditions de travail et non de cette question horaire dans laquelle on veut nous enfermer, une pression managériale qu'a instaurée la nouvelle équipe ». On en est là... en attendant la suite, car les agents ne vont pas se laisser faire !

CorrespondantEs

BOURG-EN-BRESSE (01) Solidaires mais pas délinquants !

Depuis plusieurs années, 10 à 80 migrantEs dorment dans les rues faute de places dans les centres d'accueil. Face à cette situation, un collectif s'efforce de faire valoir les droits de ces personnes et tente de trouver des alternatives à « la rue ».

Les alternatives trouvées ont été bien souvent des « auto-réquisitions » de bâtiments inoccupés, voués à la destruction. Ces mises à l'abri ont été tolérées, voire encouragées, par les autorités qui se trouvaient ainsi « libérées » d'un problème qu'elles n'avaient plus à résoudre. Le 19 mai 2015, la police expulse une soixantaine de personnes, dont 6 mineurs, des bâtiments

qu'elles occupaient, cela sans proposition d'hébergement (contrairement à la loi). Certaines sont mises à l'abri chez des personnes privées, d'autres trouvent refuge sous le kiosque d'un square, également rapidement évacué.

Le collectif décide alors de réquisitionner un logement. Le 21 mai 2015, sept militantEs pénètrent dans des locaux vides, voués à la destruction.

Le propriétaire des lieux, la mairie de Bourg-en-Bresse, décide de faire évacuer sans délai la maison.

Les occupant(e)s se sont retrouvés à nouveau dans la rue, les 7 militant(e)s interpellés, conduits au commissariat de police, interrogés, fichés (photos, empreintes digitales et papillaires), puis relâchés. L'affaire aurait pu en rester là. Mais toutes et tous ont été convoqués le 7 janvier pour un rappel à la loi par le procureur pour « violation de domicile ». Près de cinquante personnes se sont rassemblées pour apporter leur soutien aux « inculpés » mais surtout afin de rappeler aux pouvoirs publics leurs obligations en matière d'accueil et d'hébergement.

CorrespondantEs

1- Collectif solidarité migrants : RESFO1 / Ligue des droits de l'homme / CIMADE / Comité de vigilance / Emmaüs / ATTAC / Small Axes / Union Syndicale Solidaire / CGT Educ'Action / FSU / SNUipp / NPA / Chrétiens sans frontières / PCF / Ensemble / Le Parti de gauche / CLA / Citoyen(ne)s



La pluie n'arrête pas la solidarité... DR

Éradiquer ?

Est donc mis en place un système de points cumulés permettant aux travailleurEs un départ anticipé en retraite, avec maximum fixé à deux ans. Le C3P a été créé en même temps que l'augmentation de la durée de cotisation pour une retraite à taux plein... Les seuils d'exposition très élevés sont fixés par le gouvernement et viennent d'être rehaussés. Les fiches de prévention sont maintenant supprimées et c'est l'employeur « présumé de bonne foi » (!) qui déclarera à la caisse de retraite les facteurs de pénibilité auxquels « ses » salariéEs sont exposés, sur la base d'accords et de référentiels sur des postes de travail types établis au niveau de la branche professionnelle.

« Ce sont des seuils inatteignables, il faut vraiment travailler dans des conditions apocalyptiques », déplore Alain Carré qui donne pour exemple de la reconnaissance d'une situation pénible : il faudrait manipuler 7,5 tonnes par jour pendant 120 jours au minimum par an... Et les difficultés se multiplient encore quand on aborde la mobilité et la pluri-exposition.

Une vision héritée du 19^e siècle

Rappelons que dans le même temps, le Code du travail, les CHSCT, la médecine du travail, sont les cibles permanentes du Medef que le gouvernement plein de mansuétude à son égard continue de démolir.

Du coup, sans lien avec la réalité du travail et des organisations, avec une traçabilité incertaine faute de moyens nécessaires, sans réel contrôle des travailleurEs et/ou de leurs représentantEs, cette mesure de « justice sociale » (selon le gouvernement) pérennise les pénibilités au lieu de les éradiquer. La prévention indispensable réduite à néant en devient inutile. Effet pervers de ce système,

PÉNIBILITÉ AU TRAVAIL



les conditions de travail resteront ce qu'elles sont, ou plus certainement continueront à s'aggraver, faute de prévention. Et alors que la pénibilité est insupportable, des travailleurEs

préféreront rester à un poste qui les détruit, cela dans l'espoir d'un départ anticipé. Une fois de plus dans la logique du marché, cette loi entérine un principe fondé sur la quantité alors que la qualité est totalement niée, cela à partir de critères fixés par le patronat... De plus, la pénibilité est envisagée uniquement comme une question « personnelle » sans aucun lien avec le collectif de travail, alors que celui-ci est situé dans un espace commun de coopération nécessaire. Enfin, les souffrances psychiques ne sont pas prises en considération, alors que les « nouvelles » organisations du travail, dont le lean, sont la source de mal-être. Nous en restons à une vision héritée du 19^e siècle, hygiéniste et essentiellement axée sur le physique, conception que l'on peut rattacher à un « virilisme » trop souvent partagé.

Alain Jacques

Les comités en action!

Nantes (44) En tracteur, en vélo, et à pied, contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Samedi 9 janvier, toutes les composantes du mouvement d'opposition à l'aéroport appelaient à manifester et à bloquer le périphérique de Nantes (cf. *l'Anticapitaliste* n°318). L'action visait à soutenir les occupants « historiques » de la ZAD menacés d'une astreinte de 200 à 1000 euros par jour, avec saisie du cheptel et mise sous séquestre des biens, le procès devant avoir lieu mercredi 13 janvier. Partis de la ZAD, de tout le pays environnant et même de Rennes, nous étions environ 450 tracteurs, 2000 cyclistes et en tout 20 000 personnes, dans une ambiance à la fois combative



PHOTO THEQUE ROUGE / DAMALO

et très festive! Les militantEs du NPA ont formé un cortège dynamique, avec nos propres slogans. Lorsque l'heure de la dissolution est arrivée, coup de théâtre: « On reste! », ont dit les paysans du COPAIN (Collectif des Organisations professionnelles agricoles indignées par le projet d'aéroport), aussitôt appuyés par 90 tracteurs et environ 500 personnes. L'objectif était de tenir jusqu'au jour du procès, le mercredi suivant. La police n'a pas tardé à se montrer en force, avec une plate-forme et une grue permettant de déplacer et risquant aussi d'endommager les tracteurs. Les paysans du COPAIN ont décidé d'éviter les affrontements qui pouvaient entamer l'unité du mouvement, comme cela avait été le cas après la manifestation du 22 février 2014 à Nantes. Ils ont donc annoncé leur retrait aux flics. Ceux-ci n'ont accordé que dix minutes de délai... et ont commencé à tirer des lacrymogènes, alors que les manifestantEs commencent à partir! Dès ce lundi 11 janvier, les agriculteurs ont organisé des ralentissements et des blocages des routes principales de la région, et dans la soirée, on apprenait que trois paysans ont été mis en garde à vue, et leurs tracteurs saisis alors qu'ils rentraient chez eux. Le lendemain, une opération escargots d'automobilistes et de tracteurs a eu lieu sur le périphérique de Nantes, avec encore des automobilistes-manifestantEs arrêtés et des voitures en fourrière. Et mercredi 13 janvier, tous au Palais de justice! La mobilisation continue.

l'Anticapitaliste la revue
Le n°72 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à:

l'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

En campagne

Urgence Calais: ce 23 janvier, touTEs au côté des migrantEs!

Alors que le Nord littoral voit de développer de nouveaux campements de plusieurs centaines d'habitantEs et que celui de Grande-Synthe en compte déjà plus de 3000, la préfecture du Pas-de-Calais, soutenue par l'OFPPA et le gouvernement, ont entamé depuis lundi leur offensive de démantèlement de la « jungle » de Calais.

Annoncé jeudi 8 janvier par le directeur de l'OFPPA lors d'une réunion sur la « jungle », le démantèlement a commencé. Les intentions des autorités sont claires : réduire le campement à 2000 personnes au maximum dans une zone ultra-sécurisée, et disperser le reste des habitantEs aux quatre coins de la France dans des « centres d'accueils et d'orientation ». Celles et ceux qui refuseraient l'ultimatum et voudraient s'entêter à rejoindre la Grande Bretagne seront impitoyablement chassés et placés en centres de rétention. À ce jour, seuls 144 migrantEs se sont portés volontaires pour intégrer l'horrible camp de concentration qu'on leur a généreusement mis à disposition. Entourés d'un haut grillage (encore un !), les 125 containers — sans eau, sans chauffage, sans toilettes, et où il sera interdit de faire de la cuisine — ne seront accessibles que par un système de détection digitale...

Un harcèlement policier permanent!

La stratégie policière en œuvre pourrait se résumer en une formule : rendre la vie impossible aux migrantEs. La semaine passée, pendant trois nuits d'affilées, CRS et gendarmes ont déversé plusieurs centaines de grenades lacrymogènes au beau milieu des tentes. Le scénario est toujours le même : des migrantEs qui tentent de rejoindre le centre ville sont provoqués par des « Calaisiens en colère », les flics repoussent les migrantEs à l'entrée du camp et arrosent celui-ci pendant plusieurs heures.

Ces exactions ont fait l'objet de plusieurs articles et reportages dans les médias locaux qui ont également dénoncé la présence devenue permanente de nervis fascistes, armés de bâtons, qui n'hésitent pas à accompagner les forces de l'ordre dans

aux migrantEs à Calais. Le même jour, une grande manifestation est organisée par les antiracistes grecs à la frontière gréco-turc d'Evros. Stand up to racism au Royaume-Uni entend pour la troisième fois manifester avec nous au côté des migrantEs à Calais.

Cette journée internationale de mobilisation sera une nouvelle occasion de dénoncer l'Europe forteresse et les conditions de vie inadmissibles qui sont faites aux migrantEs et réfugiéEs.

Alain Pajolat



DR

leurs actions. Ajoutons s'il en était besoin que la gendarmerie vient d'être dotée de trois blindés flambant neuf... Sans doute pour améliorer le dialogue avec les habitantEs de la jungle et leurs soutiens.

Faire grandir la mobilisation

Face à une situation qui ne fait que se dégrader, le cadre unitaire parisien regroupant de nombreuses organisations, associations, partis et syndicats, ont décidé de faire du 23 janvier une journée de mobilisation de soutien

Retenez votre place!

• A un peu plus d'une semaine de la manifestation de Calais, il nous faut remplir les cars et évaluer au plus juste le nombre de places dont nous avons besoin. Pour cela, voici les deux adresses parisiennes où l'on peut se rendre pour prendre sa place: Librairie La Brèche, 27, rue Taine, M° Daumesnil, de 13h à 20h; Librairie Lady long solo, 38, rue Keller, M° Voltaire, de 17h à 19h. Le prix du voyage est de 30 euros aller retour, chèques à l'ordre de DIEL. Le départ se fera à 8h30, M° Porte-de-la-Chapelle. Retour dans la soirée.

• Si l'on souhaite soutenir l'initiative, on peut contribuer à financer l'événement, ce qui permettra de subventionner le voyage des migrantEs parisiens. S'il reste de l'argent, il sera donné directement aux réfugiéEs de Calais.

Souscription 2015

Mitigé...

Avec un résultat final de 295 000 euros, la campagne de souscription 2015 offre un visage mitigé...

D'un côté, nous sommes loin de l'objectif initialement fixé à 500 000 euros. Bien qu'ambitieux, il n'était pas pour autant déconnecté des réalités. Avec un budget annuel (pourtant) très frugal autour de 600 000 euros ces dernières années, la souscription a toujours été indispensable pour couvrir nos dépenses courantes.

Vivre à l'économie

En effet, les cotisations régulières de nos militantEs ne suffisent pas à couvrir ce budget. Cela sans compter la disparition de l'aide de l'État en raison de nos résultats lors des dernières élections législatives en 2012. Une aide qui nous rapportait plusieurs centaines de milliers d'euros par an sur la précédente législature 2007-2012...

Même si cet argent de l'État était pour l'essentiel réinvesti volontairement dans les scrutins électoraux, même si son absence n'empêche

donc pas le fonctionnement courant et minimal du parti, il serait faux de prétendre que sa disparition soit sans effet. L'indépendance vis-à-vis de l'État est une boussole pour nous. Mais son aide a parfois du bon... Cette aide annuelle nous offrait



des marges de manœuvre, de la trésorerie et une capacité de projection dans le moyen terme. Or, les échéances de moyen terme, en

particulier électorales, nécessitent des fonds relativement (voire très) importants... du moins pour un petit parti comme le NPA. En conséquence, avec une souscription annuelle de 295 000 euros, le NPA devra plus que jamais vivre à l'économie, et tenir compte du facteur financier dans le choix de certaines apparitions électorales. Notre absence aux dernier scrutin régional en est la preuve...

Un capital accumulé

D'un autre côté, ce résultat est supérieur à tout ceux enregistrés auparavant depuis la création du NPA! L'explication peut se chercher dans l'accumulation d'expérience dans la menée de la campagne. La souscription « Euro-Million » en 2013 avait montré que les efforts militants et organisationnels

payent et peuvent fructifier. Cela peut également s'expliquer par la fidélisation de donateurs qui, malgré les vicissitudes de la période, continuent de croire que le NPA « fait partie de la solution ». Laquelle? La reconstruction d'une représentation démocratique, radicale et unitaire des exploités et des opprimés. Une représentation pour la défense de leurs intérêts immédiats et pour leur auto-organisation. Une représentation de combat contre l'offensive anti-sociale, anti-démocratique, impérialiste, raciste et destructrice du climat, menée par la bourgeoisie, sous la forme du gouvernement PS-Medef actuel comme sous ses formes de droite ou d'extrême droite. Une représentation qui se nourrit de toutes les luttes sociales pour remettre en cause le capitalisme, pour les construire, les amplifier, les faire converger. Une représentation pour la transformation révolutionnaire de la société, pour le socialisme.

Sylvain Madison

Essai

Les sentiers du passé

Moshe Lewin, Présentation de Denis Paillard, Éditions Page 2 / Syllepse, 2015, 15 euros

Moshe Lewin, décédé en 2010, peut être considéré comme le fondateur de l'histoire sociale de la période soviétique. Il avait une particularité: il a vraiment vécu dans l'URSS des années 1940 comme successivement: kolkhozien, ouvrier dans une fonderie, élève d'une école militaire, pour terminer lieutenant de l'armée soviétique...

Si Moshe Lewin survécût à l'entrée des Allemands dans sa ville natale, Wilno (aujourd'hui Vilnius en Lituanie), c'est grâce à des militaires soviétiques de base qui acceptèrent de laisser monter quelques jeunes Juifs en fuite dans leurs camions, alors que leur officier venait de leur ordonner de ne prendre aucun civil. Il en gardera toute sa vie un double héritage: une profonde empathie pour le peuple russe et la conviction que pour comprendre comment fonctionne et évolue une société, il ne faut pas se contenter d'étudier ceux qui dirigent mais se plonger dans l'observation de ceux d'en bas. En URSS, il est dans un kolkhoze qui fonctionne bien, alors que celui d'à côté est une catastrophe: nouvelle illustration du fait qu'il ne suffit pas d'analyser les directives qui viennent du haut pour comprendre. Après le

parcours évoqué précédemment, il revient en Lituanie et en Pologne, puis, dans la logique de ses convictions sionistes d'avant-guerre, il part en Israël. Confronté à la réalité du pays et à la capitulation du courant politique auquel il appartient devant les dirigeants israéliens, il adhère au PC israélien, puis s'en va. Ensuite, il vivra surtout en France et aux États-Unis et se consacra à la recherche historique avec comme fil rouge l'idée que «porter son attention sur les leaders et les institutions politiques les plus visibles est non seulement insuffisant, mais aussi trompeur». Même à l'époque de Staline, chaque couche sociale à sa façon, «faisaient avec» les ordres tombés du Politburo. Les ouvriers allaient aux meetings, applaudissaient les décisions prises en leur nom, mais comme l'écrit Lewin à partir de son expérience de la fonderie, «les

ouvriers savaient qui ils étaient et que c'étaient les chefs, les patrons qui avaient le pouvoir et les privilèges». Les directives étaient parfois appliquées en façade, les dirigeants d'entreprise se «débrouillaient»: la planification coexistait avec des échanges informels, des gaspillages, des formes de



résistance ouvrière, etc. Ce qui était vrai à l'époque de Staline s'est accentué avec ses successeurs: le désordre économique s'est renforcé de même que l'incapacité à faire

face aux transformations tandis que s'amplifiait l'autonomie d'une société de plus en plus urbanisée et cultivée.

Octobre 17 et Lénine

Il serait trop long d'évoquer l'ensemble des résultats des recherches de Moshe Lewin. Il pense que, vu l'état de la Russie, il y avait une illusion à prétendre passer au socialisme, mais pour lui, Octobre n'est pas un coup d'État et «Lénine était un socialiste convaincu, un révolutionnaire qui s'est engagé avant tout pour sortir les gens de leur marasme et non pour les envoyer en camp.»

Il a une autre grille de lecture que celle de Trotski, mais il n'a pas de doute sur le rôle de Staline comme liquidateur de ce qui restait du parti bolchevique. Il y aurait enfin matière à revenir sur d'autres points (développés plus longuement dans ses autres ouvrages) notamment sur son rejet de l'interprétation du système comme «totalitaire» et sur la bureaucratie, dont l'apogée ne se situe pas pour lui sous Staline mais sous ses successeurs.

Comme ce petit livre est composé de textes produits entre 1984 et 2007 et destinés à des publics différents, certains points sont abordés plusieurs fois, et d'autres le sont par contre trop brièvement. Mais tel qu'il est, cet ouvrage est très intéressant.

Henri Wilno

Bande dessinée

Festival d'Angoulême: ça sent le gaz!

La 43^e édition du festival d'Angoulême se tiendra du 28 au 31 janvier. A cette occasion, le Grand Prix du festival d'Angoulême 2016 devrait être remis à un auteur pour l'ensemble de son œuvre. Ce grand prix aurait dû être décerné à partir d'une sélection préalable par la direction du festival. La première sélection pour ce grand prix comportait bien trente noms incontestables de la BD mondiale... Mais sur les 30 nominés, pas une seule femme! 100% d'hommes en lice pour un Prix distinguant l'ensemble d'une carrière d'auteur de BD. Du coup, le «collectif des créatrices de BD contre le sexisme» appela à ne pas participer au vote: «Nous nous élevons contre cette discrimination évidente, cette négation totale de notre représentativité dans un médium qui compte de plus en plus de femmes». Le Collectif fut rejoint par des auteurs «masculins» majeurs et pré-nominés tels les français Riad Sattouf et Joann Sfar, rejoints par Pierre Christin, Étienne Davodeau,

François Bourgeon, Christophe Blain, Milo Manara, le Suisse Cossey ou l'Américain Daniel Clowes.

Le «plafond de verre»

Tandis que la vague montait pour le boycott du plus grand événement mondial de BD, Franck Bonduou, délégué général du festival, continuait à se défendre de tout sexisme: «Le concept du grand prix est de consacrer un auteur pour l'ensemble de son œuvre. Quand on regarde le palmarès, on constate que les artistes qui le composent témoignent d'une certaine maturité. Il y a malheureusement peu de femmes dans l'histoire de la bande dessinée.» Il s'enfonçait un peu plus, ne s'apercevant pas que les hommes, dans le monde de la BD comme ailleurs, s'étaient élevés et qu'ils perpétuent un système appelé le «plafond de verre». Ainsi dans le monde salarié, les femmes qui représentent presque un salarié sur deux ne sont que peu ou pas du tout représentées dans les sphères



dirigeantes. Au minimum 4 ou 5 femmes auraient donc dû être présentes dans la sélection, quand on sait que les auteures représentent presque 15% des auteurs, en fait beaucoup plus en raison de leur absence quasi totale du palmarès depuis 40 ans...

Dans un premier temps, la direction du festival a ajouté des femmes aux trente noms et suscité une réponse cinglante de Chantal Montellier «Le festival décide de rajouter 6 femmes, pourquoi pas 12 comme les huîtres» (charentaises, qui sont en fait 13). Elle aurait ensuite décidé de laisser les auteurs et auteures décider par eux-mêmes. Une décision trop tardive pour que le choix et le vote soit serein. Cette discrimination intervient dans un contexte charentais bien particulier. Angoulême, après avoir été longtemps une ville de fraternité et de liberté, a élu un maire Les Républicains en 2014, et le FN y a beaucoup progressé. Le nouvel édile municipal «sarko compatible» s'est rapidement fait remarquer par la pose de grillage sur les bancs publics à la veille de Noël, puis en coupant les subventions du festival des «Musiques métisses». Cette dernière décision a entraîné le dépôt de bilan, puis l'annulation pour 2016 d'une manifestation presque aussi ancienne que le festival de BD. Unique Grand Prix féminin d'Angoulême, Florence Cestac a donc bien raison: «Ça sent le gaz»...

Sylvain Chardon

Cinéma

Le dernier jour d'Yitzhak Rabin

d'Amos Gitai, avec Ischac Hiskiya, Pini Mitelman et Tomer Sisley. Sortie le mercredi 16 décembre 2015

Le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin était assassiné par Yigal Amir, un jeune juif, religieux et d'extrême droite. Le film entremêle habilement des images d'archives, des interviews et des scènes reconstituées avec des acteurs. Son fil conducteur est constitué par les travaux de la commission d'enquête créée pour examiner les circonstances de l'attentat. Son principal intérêt est une description de la sphère de l'extrême



droite israélienne: des religieux illuminés (qui jettent contre Rabin une condamnation biblique dont le seul précédent aurait concerné Trotski...), des colons armés et, tirant les marrons du feu au plan électoral, le parti Likoud de Netanyahu. Il montre des gens en fait prêts à tout et confirme le diagnostic de l'historien Zeev Sternhell selon lequel tout accord avec les Palestiniens passera par un violent affrontement interne à la société israélienne.

La faiblesse du film est une idéalisation du personnage de Rabin, alors que, par sa politique dans les territoires occupés, celui-ci avait non seulement opprimé les Palestiniens (il avait déclaré lors de la première Intifada qu'il fallait «briser les os» des révoltés), mais aussi favorisé l'installation des colons qui devaient plus tard se retourner contre lui après la signature des accords d'Oslo.

Henri Wilno

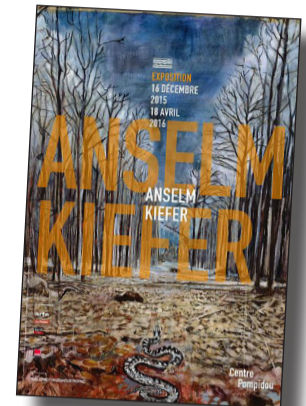
Expositions

«Anselm Kiefer»

jusqu'au 18 avril au centre Pompidou

«L'Alchimie du livre»

jusqu'au 7 février à la BnF



Deux belles expositions simultanées sur Anselm Kiefer, le plus germanique des artistes d'outre-Rhin, et paradoxalement le plus connu en France. Peut-être parce qu'il y travaille depuis longtemps et que ses œuvres y sont régulièrement exposées, frappant par la démesure de leur format, leur monumentalité, leurs motifs désolés, paysages dévastés, architectures en ruine, leur couleur indéfinie — grisaille avec toutes les nuances de gris et de bruns — et leur matière complexe, peinture épaisse souvent incrustée d'objets, de boue, de cendre, de sable, de cheveux, et de plantes, etc., comme dans les livres gigantesques en plomb exposés à la BnF.

La rétrospective du centre Pompidou revient sur le parcours de cet artiste important né en 1945, qui a passé son enfance dans les ruines et décombres de la guerre, et qui a été parmi les premiers à secouer la conscience allemande de l'après-guerre avec Georg Baselitz, Sigmar Polke, Jörg Immendorf et Markus Lüpertz. Son œuvre est plus intellectuelle, imprégnée de culture germanique puis juive, cri d'alerte à leur disparition: provocations du début dans le salut hitlérien de *Occupations*, citations



des philosophes et poètes, invocations de l'identité et mythologie germanique, la forêt (Varus, Mann im Wald), mysticisme de la Kabbale, philosophie du Talmud Seraphim, symbolique de la Pyramide, tombeau de la mémoire...

Mais lorsqu'il devient moins narratif, il touche à l'intemporalité, à la poésie pure, dans Pour Paul Celan, *Fleur de cendres*. Peintre de la solitude et de la désolation, nostalgie de la disparition, il semble avoir fait sien la sentence d'Adorno: «On ne peut pas faire de la poésie après Auschwitz». Il montre la palette calcinée du peintre, le livre en plomb du poète, l'architecture en ruine. Il invoque le poète inconnu, le peintre mort, et illustre la prémonition de Heine: «Là où on brûle des livres, on finira par brûler des hommes.»

Néanmoins, rien n'est figé, les œuvres sont ouvertes aux possibles: renaissance des cendres, régénération des mythes ancestraux à partir de gravats et objets ruinés, de végétaux minéralisés, comme dans ses installations en vitrines, et enfin réapparition de la vie et de la couleur au milieu de la grisaille dans la récente série *Fleurs méchantes*. Ugo Clerico

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél.: 01 49 28 52 44 – Fax: 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture:

Lundi: 14 h – 20 h, mardi au samedi: 12 h – 20 h

La Tunisie cinq ans après : « Même si des reculs ont lieu, il n'y a pas de restauration de l'ordre ancien »

Entretien. Janvier 2011 avait vu se lever un immense espoir dans la région arabe. Cinq ans plus tard, la contre-révolution y a incontestablement marqué des points dans nombre de pays. C'est dans ce cadre que se situe cette interview de **Fathi Chamkhi**. Militant de la LGO, c'est un des dirigeants et députés du Front populaire qui regroupe l'essentiel des partis de gauche, d'extrême gauche et nationalistes arabes.



DR

Quel est à ton avis le changement le plus important depuis 2011 ?

Le changement le plus important, ce sont les Tunisiens eux-mêmes. Aujourd'hui, la peur existant pendant plus de 50 ans de pouvoir despotique a en grande partie disparu. Les Tunisiens ont cessé de se taire. Ils n'hésitent pas à faire grève et à descendre dans la rue.



Tunis janvier 2011... DR

Pas un jour ne se passe sans qu'on enregistre une mobilisation sociale ou politique. Même si des reculs ont lieu, il n'y a pas de restauration de « l'ordre » ancien. La situation politique demeure instable.

Qu'est-ce qui a changé dans les conditions de l'action politique ?

Le pouvoir n'arrive toujours pas à dominer la société. Il n'arrive pas à mettre en application les diktats du FMI, de la Banque mondiale et de la Commission européenne, parce qu'une résistance diffuse partout. Même s'il a beaucoup régressé depuis son échec au pouvoir en 2012-2013, Ennahdha demeure le deuxième parti. Il participe à nouveau au gouvernement depuis début 2015. Autour d'Ennahdha gravite une nébuleuse salafiste souvent liée au terrorisme. Les organisations de gauche, d'extrême gauche, ainsi que les nationalistes arabes, ont maintenant une existence légale. L'essentiel d'entre elles sont organisées dans un front et sont présentes au Parlement.

Et dans la structuration du champ politique ?

On est débarrassé d'un système où un parti peut gouverner seul. Deux ténors importants ont émergé : Rached Ghannouchi, leader du parti islamiste Ennahdha, et Béji Caïd Essebsi (BCE), fondateur de Nidaa Tounes, et président de la République depuis fin 2014. Même en s'étant unis, ces deux partis ne parviennent pas à gouverner alors que la coalition gouvernementale dispose de plus de 80% des députés. De leur côté, les forces « progressistes » ne sont pas parvenues à gagner la confiance des classes populaires, comme on l'a vu au niveau électoral.

Qu'est-ce qui a changé au cœur de l'appareil d'État ?

L'armée reste toujours en dehors du jeu politique. Son rôle principal est de combattre les groupes terroristes. Même si le rôle de la police a globalement

diminué, elle reste un outil central pour tenter d'imposer « l'ordre » économique et social. De plus, les islamistes, dont nombre d'anciens du parti de Ben Ali, profitent de leur présence au pouvoir pour s'y implanter.

Mais la police ne peut plus agir impunément comme avant. Un simple citoyen a par exemple fait circuler une vidéo

montrant un policier lui demandant un bakchich. Le policier a été suspendu et une enquête a été ouverte contre lui. L'appareil judiciaire n'a été épuré que superficiellement, mais il n'a plus de centre de commandement unifié : chacun des deux principaux partis au pouvoir marche avec un secteur donné de l'appareil judiciaire.

Une rupture a-t-elle eu lieu avec la politique néolibérale de Ben Ali ?

Ce cap dicté par le FMI, la Banque mondiale et la Commission européenne, a été conservé. Il a même été aggravé avec « l'Accord de libre-échange complet et élargi » (ALECA). Le FMI dit et redit qu'il faut geler les salaires, mais la combativité syndicale impose de façon continue des réajustements salariaux à la hausse... à la grande fureur de Christine Lagarde.

Que sont devenus les corrompus de l'ère Ben Ali ?

Ceux du clan Ben Ali-Trabelsi sont toujours en exil. Le nombre de « hommes d'affaires » en prison ou étant interdits de quitter le territoire, est aujourd'hui réduit à presque rien. Le président de la République voulait parvenir à une amnistie générale, mais les mobilisations l'ont contraint à faire marche arrière.

Comment a évolué la situation économique et sociale ?

Tous les indicateurs économiques sont au rouge. De plus, la contrebande et le trafic de marchandises, d'armes et de drogue, ne cessent de se développer. La situation économique et sociale de la grande majorité des classes populaires s'est considérablement dégradée. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le mécontentement social soit important.

Qu'est-ce qui empêche le changement ?

La première raison est que la gauche n'a pas réagi comme il aurait fallu, notamment en adoptant une feuille de route permettant une rupture avec l'ordre dominant. La seconde est liée

à des dizaines d'années de dictature, avec un manque évident d'expérience politique au niveau des masses.

Simultanément les islamistes ont bénéficié d'atouts très importants. Avant 2012, la Tunisie n'avait jamais connu de gouvernement islamiste. De plus, l'islamisme, persécuté sous Ben Ali, a été perçu par beaucoup comme une idéologie de résistance.

Aujourd'hui encore, le potentiel de lutte et la combativité sont là, mais les forces accumulées ne savent pas dans quelle direction agir. La vapeur existe, mais le Front populaire n'est pas pour l'instant un piston à la hauteur.

Du temps supplémentaire est-il nécessaire ?

Peut-être, mais vue la dégradation rapide de la situation, il y a urgence face à d'un côté, la pression de plus en plus importante du FMI, de la Banque mondiale et de la Commission européenne pour tout restructurer en profondeur ; de l'autre, l'aggravation d'une situation de plus en plus pénible qui alimente le mécontentement et la colère, mais fait également le jeu de l'extrémisme religieux, du terrorisme.

Lorsque les revendications sont claires et précises, on voit de très fortes mobilisations, au-delà des clivages

idéologiques, avec par exemple des grèves à près de 100%.

Un des problèmes est de savoir comment engager la rupture avec l'ordre dominant. Le mouvement progressiste en reste à la contestation et à la dénonciation.

Où en est la campagne contre la dette ?

Celle-ci a pris un nouveau départ le 17 décembre, avec notamment une campagne d'affichage et de diffusion d'un livre. Une tournée dans l'intérieur du pays a été décidée.

Le fait d'avoir 15 députés aide-t-il le Front à mener des campagnes ?

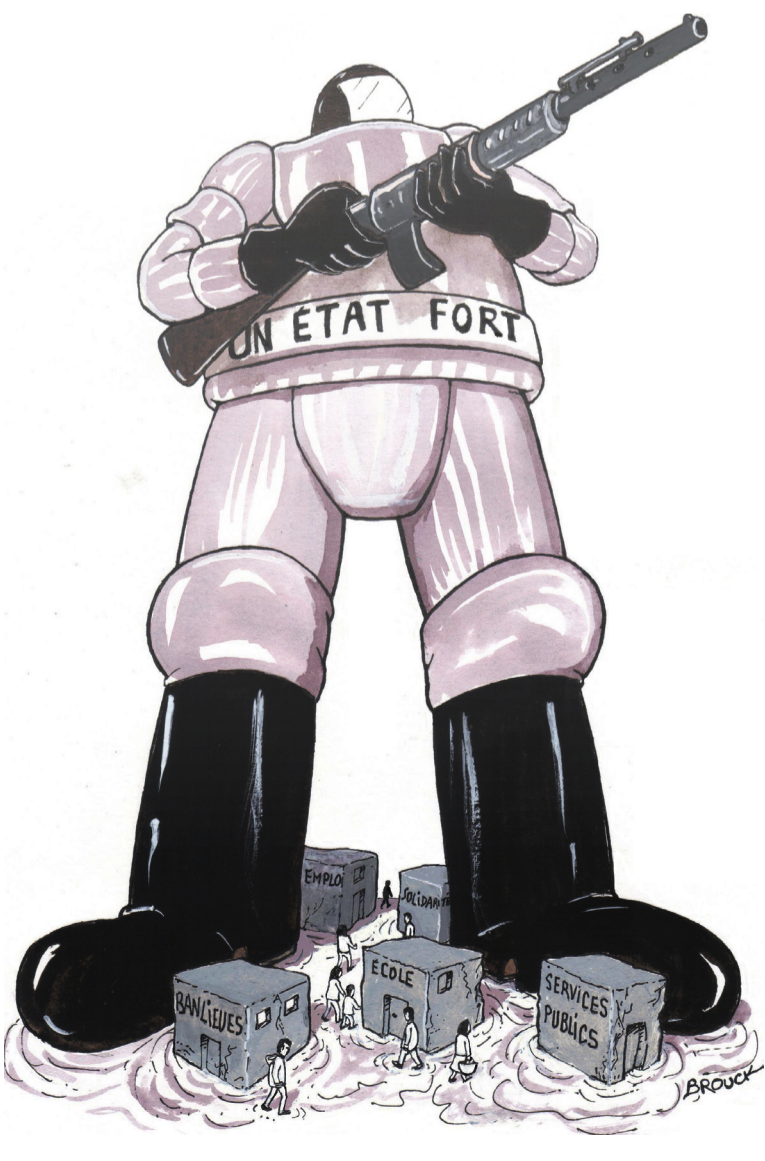
Ses députés ont notamment agi dans la rue et à l'Assemblée contre le projet de loi de blanchiment des corrompus. À leur initiative, une tentative de passage en force à l'Assemblée a été déclarée contraire à la Constitution. Et une proposition de loi d'audit de la dette est en préparation.

Une bataille a lieu à l'Assemblée contre la normalisation des relations avec l'entité sioniste. Il en va de même au sujet de la lutte contre la répression de la consommation de cannabis.

Propos recueillis par Dominique Lerouge le 10 janvier 2016

1 - En intégralité dans la revue *Inprecor*.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LE FN, UN ADVERSAIRE COMMODE? MONDE diplomatique

Tout profite à l'extrême droite française: une économie en panne, un chômage dont la courbe s'envole au lieu de s'inverser, la hantise du déclassement et de la précarité, une protection sociale et des services publics menacés, un « projet européen » aussi savoureux qu'une gorgée d'huile de ricin, une vague migratoire que gonfle le chaos de plusieurs États arabes, des attentats de masse dont les auteurs se réclament de l'islam... Sans oublier, depuis près de trente ans, un Parti socialiste qui partage avec la droite à la fois la responsabilité de politiques néolibérales désormais cadencées par les traités européens et le projet de se maintenir indéfiniment au pouvoir (ou, pour la droite, d'y revenir) en se présentant, élection après élection, comme le barrage ultime contre le Front national (FN). [...]

Travailleurs pauvres contre fraudeurs, puis Français contre immigrés, enfin « Blancs » contre « musulmans » : à mesure que la crise économique se durcit, les métastases se propagent au sein des catégories populaires. « Il serait naïf de croire » que de telles fractures, patiemment entretenues, incommodes vraiment ceux à qui cette crise profite. Tant que chacun regarde ailleurs, ils n'ont plus qu'à fustiger le « populisme » et continuer à gouverner. [...] Le calcul électoral du président de la République, désireux de balayer tout héritage de gauche pour disputer l'année prochaine aux dirigeants de droite le rôle de candidat d'une grande nébuleuse « modérée », « républicaine ». Lequel serait automatiquement élu au second tour de la présidentielle, puisque seul rival du Front national.

Le programme de ce candidat, quel qu'il soit, ne comporte aucun mystère: il lui reviendra de tenir le cap « européen » pris par François Mitterrand en 1983, lorsqu'il renonça à une politique économique s'écartant de l'orthodoxie libérale et trouva divers expédients pour se maintenir au pouvoir pendant deux septennats. Au nombre desquels, bien sûr, l'utilisation cynique et répétée du « combat contre l'extrême droite ».

Si elle aboutit, la reconduction obstinée d'un projet aussi désespérant devra beaucoup au Front national. Car ce système et ses hommes ont besoin de lui. Et savent qu'ils n'auront rien à redouter, rien à changer, rien à céder tant qu'il demeurera leur principal adversaire.

« Le Front national verrouille l'ordre social », Serge Halimi, *Le Monde diplomatique*, janvier 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org